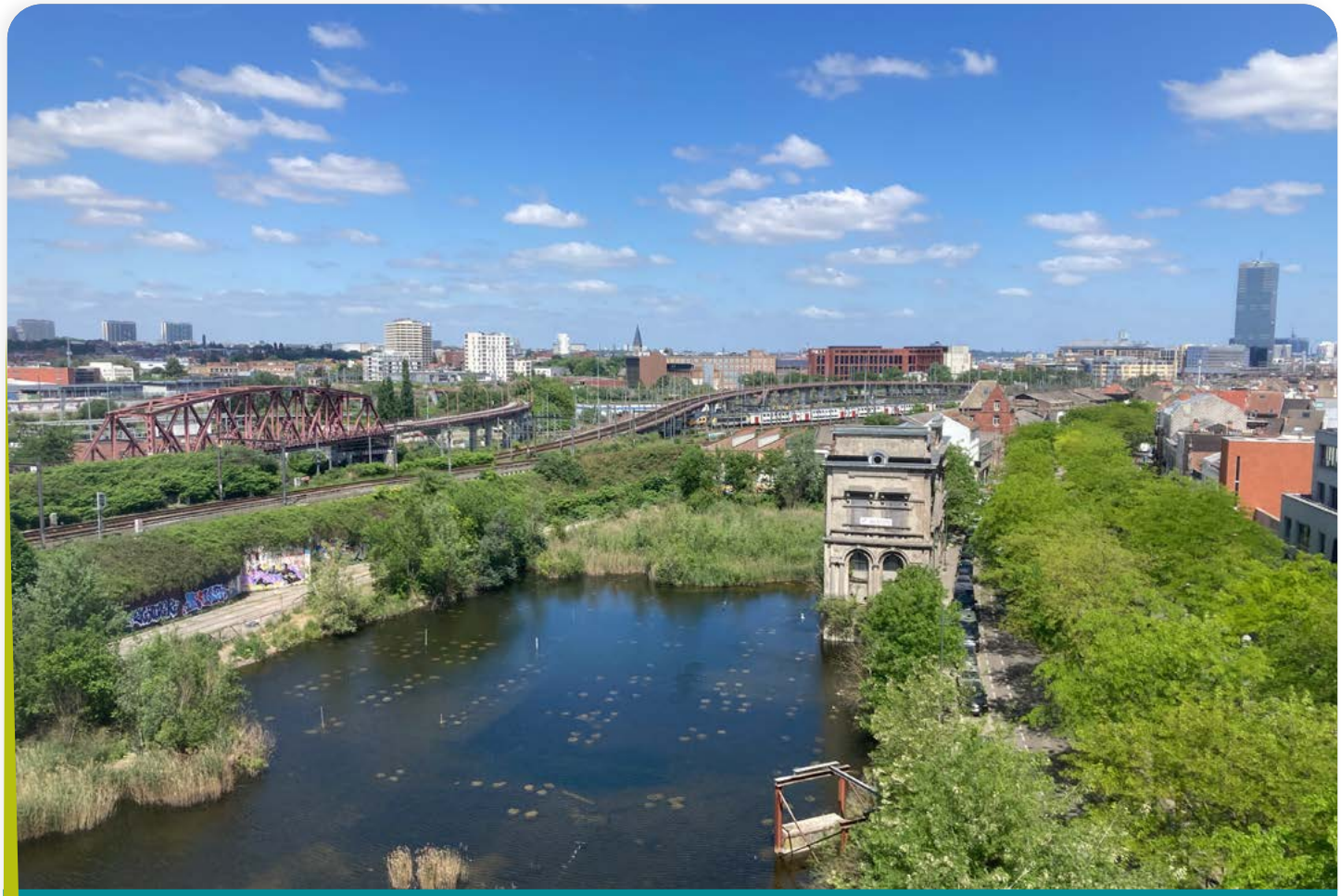
Bureau de dépôt
Bruxelles MassPost
P701162

bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

L'ESPERLUETTE

Trimestriel du **CIEP** | **MOC**

n° 125 - juillet - août - septembre 2025



POUR UNE ÉCOLOGIE POPULAIRE, PARTICIPATIVE, JUSTE ET SOLIDAIRE

L'ISCO, un modèle de formation et d'émancipation à (re)découvrir

La Palestine, une boussole pour le mouvement social

Reportage &

Le Centre d'Information et d'Éducation Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO et le Bagic.

L'Éducation permanente est notre quotidien la formation notre spécialité.

CONTACT :
Centre d'Information et d'Éducation Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579 – 1030 Bruxelles
Tél. : 02.246.38.41-43 • Fax : 02.246.38.25
Courriel : communautaire@ciep.be

COMITÉ DE RÉDACTION : Cécile BURDOT, Sophie COSME, France HUART (coordination), Zoé MAUS, Florence MOUSSIAUX, Coline OLIVIER, Christine STEINBACH, Simon THERER, Nicole TINANT.

SECRÉTARIAT : Lysiane METTENS, Sonia RAES.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO : Claudia BENEDETTO, Élise BOISSENIN, Anne-Lise DELVAUX, Julien GRAS, France HUART, Zoé MAUS, Florence MOUSSIAUX, Simon THÉRER

PHOTOS : Collectif Marais Wiels, Cécile CORNET

MISE EN PAGE : Elsa KBAIER

CIEP COMMUNAUTAIRE : tél : 02.246.38.41, 42, 43– fax : 02,246 38 25
Courriel : communautaire@ciep.be

ÉDITRICE RESPONSABLE : Christine STEINBACH – Chaussée de Haecht, 579
1030 Bruxelles

Imprimé sur papier 100 % recyclé sans chlore

Le 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application. Son objectif est de mieux protéger l'utilisation des données personnelles. *L'Esperluette* du CIEP s'engage à stocker vos données de manière sécurisée, sans les partager avec des tiers. Vous pouvez en permanence vous désabonner, demander la rectification de vos données en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Pour toute question concernant l'utilisation de vos données, n'hésitez pas à nous contacter : communautaire@ciep.be

Avec le soutien de FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES CULTURE.BE

ÉDITORIAL

Appel à nos lecteurs et lectrices 3

ANALYSE

Pour une écologie populaire, participative, Juste et solidaire
Une campagne CIEP-MOC 4
Écologie populaire : les premières personnes concernées, dernières concertées ? 7
Débats-lades d'Écologie populaire en région 8

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

La Palestine, une boussole pour le mouvement social 10
La droite colonie les esprits. Libérons-les ! 11
Elle est libre l'oie ? Y en a même qui disent qu'ils l'ont vue voler ! 12
Partenariats avec le secteur privé pour le développement durable et le travail décent : opportunités et défis 13

EN RÉGIONS

Nos Droits dans le Mur ! 14
Journée découverte des ateliers Terrestres 14
Territoires, projet collaboratif 15
2025, un monde en question 15
Cuisine de quartier 15
Soirée ciné-débat sur l'extractivisme 16
Soirées citoyennes 16
Pour un chez soi décent ! 17

VIE DE L'ISCO

L'ISCO, un modèle de formation et d'émancipation à (re)découvrir... 18
Journée inter-BAGIC autour de l'écologie 20
Nouveau groupe BAGIC à Liège 21
Jury ISCO-CNE 22

MÉMOIRES EN RESUME

En quoi la commercialisation de la maison de repos *Les Orchidées* a-t-elle entrainé une perception de détérioration des conditions du travail du personnel ? 23

EN BREF

Travail soigné, un documentaire sur le soin en maison médicale..... 25
D'une génération à l'autre : la transmission bousculée 25
Droits de la nature & féminisme 26
Mémo sur l'argent des pauvres 26

DATES À ÉPINGLER 27

FICHE PÉDAGOGIQUE

«Débats-lades» de l'écologie populaire : de l'observation au débat

France HUART ◆ Permanente CIEP communautaire

Appel à nos lecteurs et lectrices

L'*Esperluette*, s'il constitue toujours un lien précieux entre les acteur·rices du CIEP, de l'ISCO et ses lecteur·rices, est devenu bien davantage : au fil des années, le trimestriel a évolué délibérément vers un espace de partage des expériences menées dans les formations ISCO et BAGIC, de relais des expérimentations menées en éducation populaire et en action collective mais aussi d'analyse d'activités développées par des animateur·rices dans leur région. Il a également pris sa place auprès des animateur·rices et formateur·rices d'adultes comme un outil de travail et un lieu de valorisation de pratiques pédagogiques, le tout en lien avec les objectifs de participation collective, de justice sociale et d'égalité défendus par le MOC.

En 2025, vous êtes plus de 3.000 à le recevoir tous les trois mois, dans votre boite aux lettres. Vous pouvez également consulter gratuitement chaque numéro dans sa version intégrale en ligne sur le site du CIEP. Les fiches pédagogiques sont rassemblées dans un onglet particulier sous forme de boite à outils à la disposition de tous et toutes.

Aujourd'hui, nous avons besoin de votre aide pour imaginer *L'Esperluette* de demain, pour réfléchir à son contenu, pointer ce qui pourrait être amélioré et ce qui doit être conservé. À l'occasion de ce numéro, nous aimerions donc savoir ce que vous pensez de *L'Esperluette* et ce que vous suggérez pour son futur.

Votre avis compte : en partageant vos impressions et vos attentes, vous contribuerez directement à renforcer *L'Esperluette* comme outil vivant d'expression, de réflexion et de mobilisation collective. Dans un contexte où l'éducation permanente se voit fragilisée et remise en question, chaque retour, chaque idée, chaque geste de soutien devient une manière de défendre cet espace d'émancipation et d'expression collective indispensable à notre société. Imaginer ensemble l'avenir de *L'Esperluette*, c'est aussi une manière d'affirmer notre volonté commune de préserver et de faire vivre l'éducation permanente.

D'avance **MERCI** de vous impliquer dans ces changements et de consacrer quelques minutes **avant le 1er novembre 2025** pour répondre à notre courte enquête en ligne et ainsi transformer collectivement votre, notre *Esperluette*.

POUR RÉPONDRE À L'ENQUÊTE,

c'est par ici et cela ne vous demandera que quelques minutes :

Reportage Et

POUR UNE ÉCOLOGIE POPULAIRE, PARTICIPATIVE, JUSTE ET SOLIDAIRE

Julien GRAS et Élise BOISSENIN ◆ Secrétaire politique et Conseillère politique du MOC

Pour une écologie populaire, participative, juste et solidaire, une campagne CIEP-MOC

Sans actuellement disposer des chiffres officiels pour 2025, notons que l'été 2024 fut le plus chaud jamais mesuré sur la planète, avec des canicules, des sécheresses et des inondations meurtrières[1]. Le *GIEC*[2] estime que l'augmentation moyenne de la température de la Terre à l'horizon 2100 par rapport à la période 1986-2005 variera de 0,3 à 1,7 °C pour les scénarios les plus optimistes en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et de 2,6 à 4,8 °C pour les scénarios les plus pessimistes[3]. Les catastrophes liées aux conditions météorologiques ont forcé quelque 220 millions de personnes à fuir dans leur pays au cours de la décennie écoulée [4]. À ce jour, environ 75 % de la surface terrestre a été dégradée de manière significative par l'humanité [5]. Les conséquences sont multiples : perte d'habitats pour les animaux sauvages, infertilité de terres épuisées, réduction de l'absorption de CO_2, baisse de la qualité de l'air, menaces sur l'eau potable, zoonoses [6]… La dégradation des sols due aux activités humaines compromettra le bien-être d'au moins 3,2 milliards de personnes dans les prochaines années.

Comme nous pouvons le constater, l'urgence écologique n'est plus à démontrer. Le dérèglement climatique, le besoin de préserver la biodiversité et la nécessité de trouver des solutions pour les réfugié·es climatiques constituent des enjeux vitaux pour l'ensemble de la population mondiale. De plus, il est désormais clair que nos modes de production et de consommation ne sont pas compatibles avec la finitude des ressources [7]. Cependant, au regard d'éléments tangibles, il semble que la prise de conscience et le passage à l'action ne sont pas à la hauteur de ces enjeux essentiels. Ainsi, la Belgique et l'Europe ne parviennent pas à respecter les objectifs fixés aussi bien dans le cadre du protocole de Kyoto (1997) que dans celui des accords de Paris (2015). En outre, au sein de la société et dans les propos de nombreux dirigeant·es politiques, le climato-scepticisme a le vent en poupe. Cette tendance de fond s'est confirmée à nouveau en 2024 lors des élections en Europe, avec le peu de place laissée à l'écologie dans les débats, et avec la percée de partis de droite et d'extrême droite peu favorables aux mesures de préservation de l'environnement. Les déclarations gouvernementales en Région wallonne et au niveau fédéral ont par ailleurs confirmé le peu d'ambition des gouvernements sur les enjeux climatiques notamment.

Des politiques écologiques peu populaires

L'écologie n'est aujourd'hui pas populaire, pas suffisamment en tous cas. Nous pouvons cependant prêter un double sens à cette formule. D'une part, l'écologie est encore loin de faire l'unanimité : les mesures nécessaires et la thématique même ne sont pas considérées comme prioritaires par nos sociétés. L'écologie fait aussi l'objet de nombreuses attaques et de caricatures. D'autre part, les propositions politiques actuelles en matière d'écologie ne tiennent que rarement compte des classes populaires [8], provoquant régulièrement colère et manque d'adhésion.

C'est face à cette double réalité que la campagne du CIEP *Pour une écologie populaire. Participative, juste et solidaire* compte agir, tout en continuant à sensibiliser pour convaincre, rappeler et insister sur la nécessité d'aller vers des sociétés décarbonées et respectueuses de l'environnement. Par ailleurs, et nécessairement

dans le même temps, il est urgent de proposer une approche de l'écologie qui réponde aux préoccupations légitimes des classes populaires.

Un triple constat doit être porté, non seulement au niveau national, mais également au niveau international, concernant le rapport des classes populaires à l'écologie :

– Les classes populaires sont celles qui subissent le plus les dégradations climatiques ;

– Les classes populaires sont celles qui ont le mode de vie le moins néfaste en termes d'écologie, bien souvent du fait de leurs conditions matérielles.

– C'est aussi généralement la partie la plus défavorisée de la population qui se voit le plus régulièrement suspectée d'un mode de vie non écologique, dans l'imaginaire collectif et les discours politiques.

Faute d'une véritable ambition écologique, les pouvoirs publics tendent à responsabiliser les citoyen·nes, les poussant à agir individuellement pour la planète au lieu de prôner une vision intégrée et des modes d'organisation collective en concertation avec la population.

Comment agir ? Des inspirations pour dépasser les tensions autour de l'écologie

C'est à partir des territoires où les personnes vivent et travaillent qu'elles peuvent inventer des solutions, façonner une écologie sur base de leurs pratiques et des situations vécues pour transformer le système capitaliste prédateur actuel. Alors que, sans changement systémique, les perspectives futures sont particulièrement inquiétantes, comme lors du « dôme de chaleur » en 2025 ou des inondations de 2021 en Belgique, il est vital de mettre en avant de nouveaux récits porteurs.

Comme l'évoque l'édito de la revue ***Démocratie***, « (...) *le futur désirable se construira par des mobilisations longues, très longues ; par des savoirs populaires et des stratégies à construire et ajuster à partir des besoins du terrain (...). Il nécessitera aussi de l'humilité des académiques, des expert·es, des militant·es, pour se mettre au service des plus menacé·es ou déjà naufragé·es* »[9].

Le soutien des pouvoirs publics est également indispensable pour institutionnaliser les pratiques ascendantes venant du terrain, sans quoi le rapport de forces penchera toujours vers les plus puissant·es qui imposeront des mesures sans tenir compte des populations vulnérables.

C'est aussi en échangeant sur nos méthodes, en partageant nos savoirs, que nous pourrons dépasser les tensions récurrentes autour de l'écologie, comme celles qui opposent encore souvent « fin du monde et fin du mois », préservation de l'environnement et emploi, ou encore construction de logements sociaux et maintien d'espaces verts dans les villes.

Dans le cadre de cette campagne, des pratiques qui démontrent qu'une écologie au service des personnes est possible seront mises en avant. Ces exemples démontrent notamment que les objectifs d'une transformation écologique doivent intégrer la dimension socio-économique ou les revendications pour de meilleures conditions de travail, sous peine de renforcer les dominations en cours.

Quelques projets et luttes dans le monde

– Aux USA, en 2006, suite à une large mobilisation, des délégué·es des quartiers populaires qui longent les ports de Long Beach et de Los Angeles, ont rencontré des syndicats de camionneurs, des organisations écologistes et des associations politiques[10] : c'est le début de la *Campaign for Clean and Safe Ports.* Cette rencontre aboutira à deux revendications parallèles : la réduction des pollutions environnementales liées à l'usage des camions diesel et la reconnaissance du statut de salarié des ports pour les camionneurs.

– En Amérique latine, le concept de *Buen Vivir* (le « Bien Vivre ») a été développé par les peuples indigènes, avec un rôle primordial des femmes. Ce mode de pensée se base sur une relation harmonieuse entre la nature et les êtres humains ; il privilégie la qualité de vie plutôt que l'acquisition d'une quantité d'objets.

– En République Dominicaine, la CONAMUCA (Confédération nationale des femmes salariées de l'agriculture) a notamment créé des produits d'entretien respectueux de l'environnement et bon marché, une école d'agroécologie et une formation politique sur l'économie sociale et la gestion non capitaliste du bien commun.

– En Italie, suite à un plan de délocalisation impliquant le licenciement des ouvriers de l'entreprise de composants automobiles Driveline GKN, située près de Florence, une mobilisation a donné lieu à l'occupation de l'usine. Celle-ci a abouti à un plan de reconversion écologique mené par les travailleur·ses avec l'aide d'un groupe de solidarité et un collectif de chercheur·es, ainsi qu'au développement de réseaux de soutien [11].

– En France, la première *Maison de l'écologie populaire,* Verdragon, est née en banlieue près de Paris. Elle a notamment comme objectifs de réunir les habitant·es des quartiers populaires autour de l'écologie, dans un lieu d'expérimentation. Suite à des effondrements de logements à Marseille en 2018, le Collectif du 5 novembre s'est constitué à l'initiative d'habitant·es et de sinistré·es. Il a accompagné les délogé·es mais a aussi lutté contre l'habitat indigne à Marseille, engrangeant plusieurs victoires et intégrant à son combat initial les questions de dépenses énergétiques et de passoires thermiques.

En Fédération Wallonie Bruxelles ?

– Depuis 2018, *Occupons le Terrain* (OLT) réunit des collectifs qui veulent assurer à la fois la préservation des territoires et le droit au logement face à la domination des intérêts privés. OLT a notamment empêché le développement de projets problématiques à Liège, Perwez et Frameries.

– À Baudour, les Équipes populaires ont mis en place, au départ d'un groupe local, un magasin de vêtements de seconde main, un Repair Café et un jardin partagé autour duquel sont abordés différents sujets de société.

– La Calestienne (EFT située à Beauraing) a notamment créé une formation d'éco-cantonnier et un service d'éco-construction, avec une expertise en isolation écologique. L'association est aussi investie dans un pôle local d'activités, au départ d'un ancien site industriel réaffecté.

– Des ceintures alimentaires se sont implantées à Bruxelles et en Wallonie (notamment à Charleroi) en cherchant à créer un lien fort entre les producteurs locaux et les consommateur·rices, avec la promotion d'une alimentation durable et de qualité. Par ailleurs, des réflexions locales autour d'une sécurité sociale de l'alimentation se sont développées à Schaerbeek et Martelange[12].

Vers une définition de l'écologie populaire et premières revendications

En quoi ces différents projets peuvent-ils relever de l'écologie populaire ? S'il n'y a pas de critères « absolus » permettant de qualifier une initiative d'écologie populaire, celle-ci concrétise souvent une écologie ancrée localement, qui fait le lien entre des préoccupations sociales, économiques et écologiques. Cette écologie est façonnée directement par les personnes concernées à travers des co-apprentissages. Misant sur le collectif, l'écologie populaire vise à dépasser les actes individuels (pour mieux trier ses déchets par exemple) en s'inscrivant dans une critique du système capitaliste. Enfin, il s'agit de mettre en mouvement des citoyen·nes, de manière solidaire et participative.

Pour permettre à cette écologie des pratiques de s'épanouir, une série de revendications sont mises en avant, articulant des aspects socio-économiques et écologiques. C'est notamment le cas de la réduction collective du temps de travail (RTT), de revendications autour du logement et de l'énergie [13], de l'aménagement du territoire (en limitant l'étalement urbain tout en garantissant un meilleur accès aux services), de l'alimentation (avec la nécessité d'une réappropriation démocratique de celle-ci) et un renforcement du devoir de vigilance des entreprises au niveau international.

Dans ce contexte et depuis son Congrès de 2023, le MOC se positionne comme un mouvement post capitaliste. Cela nécessite de sortir d'un mode dominant d'organisation des rapports de production, lequel considère que la norme est l'optimisation des profits réalisés par les détenteurs de capitaux sur le marché.

Conclusion

Il y a encore beaucoup de chemin à faire pour que se développe une véritable écologie populaire, juste, participative et solidaire tenant compte des vécus des personnes directement concernées. D'autant plus que le contexte politique est aujourd'hui particulièrement difficile. L'urgence est là cependant. Si on ne change pas d'approche, ce seront les plus précaires et les personnes racisées qui continueront à être les principales victimes du dérèglement climatique. Les femmes sont aussi particulièrement visées, en raison d'une série de rôles qui leur sont encore trop souvent assignés et de la charge environnementale qui y est associée. Les initiatives locales inspirantes ne manquent cependant pas. Elles doivent être plus largement soutenues par l'État, car il est nécessaire de dépasser les actions individuelles (tout le monde ne dispose pas d'un potager ou ne peut faire l'impasse sur l'usage d'une voiture pour aller travailler), dans une dynamique collective, tenant compte des inégalités de revenus. Dans ce cadre, il est évident que nos États ne peuvent plus cautionner les comportements des plus gros détenteurs de capitaux, lesquels doivent rendre des comptes concernant leurs impacts climatiques à travers une fiscalité plus offensive[14]. La taxation des émissions liées aux actifs [15] et du patrimoine détenus par les plus grandes fortunes est en effet plus juste qu'une taxe carbone appliquée à l'ensemble de la population, taxe qui pèse davantage sur les plus faibles revenus. C'est une autre lutte à mener, sur le terrain fiscal cette fois, toujours en faveur des classes populaires.

1. « Réchauffement climatique : les chiffres inquiétants de l'été 2024 qui a battu tous les records », *L'Express*, 6 septembre 2024 (en ligne) www.lexpress.fr/environnement/rechauffement-climatique-les-chiffres-inquietants-de-lete-2024-qui-a-battu-tous-les-records-7GV63MNNPFF7FNYIW5ZJLLEE74/
2. GIEC est le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.
3. https://climat.be/changements-climatiques/changements-observes/rechauffement-planetaire
4. « Réfugiés. En dix ans, 220 millions de personnes ont dû fuir leur pays à cause des catastrophes climatiques », *Libération*, 12 novembre 2024 (en ligne) www.liberation.fr/environnement/en-dix-ans-220-millions-de-personnes-ont-du-fuir-leur-pays-a-cause-des-catastrophes-climatiques-20241112_LS3UDUA2QNGZDJM4KXO5ECOP4Y/
5. « COP16 biodiversité : les chiffres clés sur l'état de la nature dans le monde », RTBF, 28 octobre 2024 (en ligne) www.rtbf.be/article/cop16-biodiversite-les-chiffres-cles-sur-l-etat-de-la-nature-dans-le-monde-11455703
6. Une zoonose est une maladie infectieuse qui peut être transmise des animaux vertébrés à l'homme, ou inversement.
7. « La croissance verte, c'est une chimère », CDansl'air (en ligne) www.facebook.com/Cdanslairf5/videos/736462455750476
8. Lesquelles, parmi différentes définitions, peuvent désigner les citoyen·nes aux revenus modestes, mais aussi dominé·es par le capital social, scolaire et culturel, qui se transmet implicitement dans les familles aisées et lettrées. Voir notamment Nicolas TRUONG, « Les classes populaires, une catégorie mouvante au cœur d'une bataille politique et idéologique » *(Le Monde,* 27 septembre 2023) mais aussi l'étude de la FTU sur les classes sociales (Jean MATTHYS et Anne-France MORDANT, *Les classes sociales en MOC. Enquête sur les usages d'une notion en question*, Bruxelles, FTU, 2025 (en ligne) www.ftu.be/images/documents/accompagnement-de-la-vie-associative/2025_Etude1_classes_sociales_jmafm.pdf).
9. Édito, *Démocratie*, n° 4, avril 2025, p. 1.
10. *Case Study of the San Pedro Bay Ports'Clean Air Action Plan 2006–2018. Best Practices and Lessons Learned*, EPA, mars 2021 (en ligne) www.movingforwardnetwork.com/wp-content/uploads/2023/04/EPA_San-Pedro-Bay-Ports-Clean-Air-Action-Plan-2006%E2%80%932018_2021.pdf
11. Lukas FERRARI et Dario SALVETTI, « La lutte des ex-GKN à Florence : mouvement social et projet de reconversion écologique par le bas », *Contretemps*, 10 juillet 2023 (en ligne) www.contretemps.eu/lutte-sociale-ecologique-travailleurs-gkn-florence/
12. Collectif de réflexion et d'action sur une Sécurité Sociale de l'Alimentation (CréaSSA) : www.collectif-ssa.be/
13. Voir notamment le pacte logement énergie défendu par la Coalition Climat : https://coalitionclimat.be/presentation-du-pacte-logement-energie/
14. « Les 10% les plus riches, principaux coupables du dérèglement climatique, selon une étude », France 24, 7 mai 2025 (en ligne) www.france24.com/fr/plan%C3%A8te/20250507-les-plus-riches-principaux-coupables-du-d%C3%A9r%C3%A8glement-climatique-selon-une-%C3%A9tude
15. Il s'agit d'une ressource contrôlée par une entité (entreprise, individu) dont on attend des avantages économiques futurs, qu'il s'agisse de biens matériels (machines, bâtiments), de biens immatériels (brevets, logiciels) ou de créances, entre autres.

POUR EN SAVOIR PLUS...
www.ciep.be

Reportage &

Florence MOUSSIAUX ◆ permanente CIEP communautaire

Écologie populaire : les premières personnes concernées, dernières concertées ?

L'écologie populaire constitue un enjeu majeur insuffisamment pris en compte aux niveaux politique, médiatique et citoyen au regard de l'ampleur de ses défis. C'est pourquoi cette thématique a été choisie pour les campagnes du CIEP de 2025 et 2026. Alors que les publics populaires représentent le groupe social le plus touché, le moins responsable et le plus suspecté d'inaction par rapport au changement climatique, leurs avis et leurs vécus sont rarement écoutés et peu intégrés dans l'approche politique. L'intention de cette campagne est de plaider pour une écologie prenant en compte tous les publics pour plus de démocratie et de justice sociale comme le souligne le slogan *Pour une écologie populaire. Participative, juste et solidaire*. En effet, force est de constater, avec le philosophe français Christophe Pébarthe[1], que les publics populaires sont « parlés », c'est-à-dire qu'on parle continuellement à leur place au lieu de leur laisser la parole. Pour éviter ce biais, une phase d'animations exploratoires autour de l'écologie a été menée avec des publics spécifiques au sein de groupes du MOC, de ses organisations et services.

Plus de 130 participant·es réparti·es dans 16 groupes sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont participé aux animations.

7 groupes en réinsertion socioprofessionnelle ;
2 groupes FLE – Français langue étrangère ;
1 groupe réuni pour une table de conversation ;
2 groupes FIC – Formation à l'Intégration Citoyenne ;
1 groupe de travailleuses ménagères (avec et sans papiers) ;
1 groupe « Jardin » des JOC ;
1 groupe TSE (Travailleurs sans emploi) de la CSC ;
1 groupe de personnes ayant une déficience intellectuelle.

Un travail d'écoute sans préjugés

Pour assurer une démarche délibérément éloignée de postures culpabilisantes ou moralisatrices, le travail d'écoute s'est ancré dans les réalités quotidiennes des participant·es plutôt que dans des actions de sensibilisation ou de formation proposant des messages descendants.

La méthodologie de l'éducation permanente a été privilégiée. Des animations structurées ont été imaginées autour d'outils d'expression orale de façon à recueillir une parole collective. Notre volonté était aussi de recueillir la parole de personnes ayant un rapport difficile ou compliqué avec la lecture et l'écriture. Délibérément, aucun élément de connaissance ou concept prédéfini n'a été présenté par les animateur·rices. La première proposition d'animation partait de la notion d'écologie, tandis que la seconde s'appuyait sur les réalités vécues en lien avec l'écologie et les enjeux environnementaux (inondations, sécheresses, migration, etc…). Chaque animateur·rice avait l'opportunité d'adapter la méthodologie à son groupe et au temps dont il·elle disposait. En outre, il importait de reconnaitre la légitimité des paroles des participant·es, en tant qu'expert·es de leur vécu.

Ce qui a été entendu

Un premier constat : d'un côté, plusieurs personnes et groupes étaient très peu informés au sujet de l'écologie, avec comme conséquence des échanges limités, alors que d'autres avaient nettement plus de recul et disposaient de capacités à établir des liens de causalité.

Pour synthétiser les paroles récoltées, une liste de thématiques a permis de repérer les liens spontanés établis par les participant·es autour de l'écologie. Voici une tentative de « classement » commençant par le lien le plus exprimé : la nature (espaces verts urbains et naturels) ; les déchets individuels (mais parfois un amalgame entre écologie et incivilités) ; l'alimentation (sa qualité et son prix) ; la mobilité ; les inondations et autres dégâts ; l'énergie ; la consommation de vêtements et le numérique ; les déchets industriels ; le modèle économique/capitalisme et la santé ; l'agriculture et l'industrie ; le logement ; le transport marchandises et dimension internationale ; la fiscalité et l'emploi.

Parler d'écologie n'est pas neutre

Au-delà des thématiques soulevées, différents sentiments ont été exprimés par les participant·es.

L'injustice est le premier sentiment soulevé par une majorité au vu de la quantité d'obligations quotidiennes liées au tri des déchets. Ce sentiment d'injustice est d'autant plus grand lorsqu'on ressent un manque d'accompagnement et de reconnaissance. Bien souvent, les sanctions sont jugées disproportionnées et culpabilisantes.

En termes d'injustice, l'écologie est également considérée comme un privilège qui nécessite des moyens financiers et sociaux. Par exemple, les participant·es remettent fortement en question la voiture électrique. Vu son prix d'achat, il leur parait nécessaire de garder la possibilité d'utiliser des véhicules plus anciens et de renforcer les transports en commun. Par ailleurs, l'isolation du logement semble réservée à des groupes sociaux privilégiés financièrement, d'autant plus si trouver un logement et se nourrir sont difficiles. Ce sentiment d'injustice est davantage exacerbé par l'impression que les possessions et le profit des plus riches priment sur la protection de la planète.

La colère a été perçue lors des différentes rencontres. Bien souvent l'écologie est qualifiée d'« *attrape nigaud* », de « *pompe à*

fric», de «*système punitif*» et le greenwashing de duperie dont les effets sont délétères. La colère prend également sa cause dans un déséquilibre observé entre les pays en ce qui concerne la pollution. Une prise de conscience de l'exportation de notre pollution a ainsi été pointée. À ce niveau, un rapprochement a été fait avec la colonisation et ses incidences inégalitaires.

Une méfiance envers les institutions s'est exprimée par un flou concernant les responsabilités et qui les assument. Le déséquilibre entre les discours et les actes est régulièrement pointé, tout comme la confiscation du pouvoir par une élite politique. Les participant·es ont l'impression que les décisions sont imposées par les gouvernements essentiellement pour réaliser des recettes fiscales. Toute cette méfiance génère un fort sentiment d'impuissance. Ne pas avoir son mot à dire et être ignoré·e par les réglementations compliquent la réflexion en termes d'action collective.

Quelles solutions pour plus de justice ?

À l'issue des discussions, des pistes de solution ont été repérées, telles que le tri des déchets, la nécessité du recyclage, la part belle à donner à l'éducation et à l'amélioration des transports en commun. La diminution de l'urbanisation, la préservation des espaces verts et le droit pour chacun·e de respirer dans la nature constituent une autre série de revendications. D'autres attentes concernaient le renforcement de la solidarité et du pouvoir des citoyen·nes avec une prise de décision plus proche de leurs préoccupations et un rapprochement avec les agriculteur·rices. La fiscalité doit être plus équitable. Enfin, à l'échelle plus globale, une indispensable reforestation est souhaitée.

Conclusions

Cette phase exploratoire a permis d'engranger des savoirs chauds et froids qui vont nourrir la campagne du CIEP. Associée à des contraintes financières, l'écologie est parfois perçue négativement. Le lien avec le capitalisme et les inégalités est établi par certain·es tandis que des solutions transformatrices à la portée des citoyen·nes sont estimées manquantes. Une tension a émergé parmi les participant·es entre les besoins matériels et la production destructrice qui fournit les emplois dont ils et elles ont besoin. Surtout, gardons bien en mémoire que l'éducation a été pointée comme levier important.

Comme il nous a semblé fondamental d'ancrer nos réflexions et positionnements dans les lieux et cadres de vie, dans l'expérience migratoire, professionnelle, urbanistique, de logement…, il était pertinent et utile de favoriser et de développer la rencontre et l'échange entre des personnes issues de réalités différentes, y compris au niveau international, pour nourrir les débats autour de l'écologie.

Proposer des espaces de discussion et des pistes pour agir collectivement était aussi essentiel. Les membres du groupe de travail se sont emparés de ces différents éléments pour élaborer les Débats-lades[2].

1. Cécile BURDOT et Zoé MAUS, «Ceci n'est pas une démocratie : réflexions sur nos pratiques, *L'Esperluette*, n° 122, Octobre-décembre 2024, pp. 9-13 (en ligne) www.ciep.be/images/publications/esperluette/2024/Esper122.pdf
2. La méthodologie des «*Débats-lades*» est présentée dans la fiche pédagogique de ce numéro.

Débats-lades d'Écologie populaire en région

Au Luxembourg

L'écologie est souvent vue comme une activité de bobos en sarouel qui peuvent se payer le luxe de manger des produits bios et/ou en circuits-courts hors de prix. Or, elle ne devrait pas être que ça… et elle n'est certainement pas que ça ! Mais comment mettre en lumière les initiatives citoyennes qui traversent toutes les couches de la population pour protéger notre environnement ? Comment faire prendre conscience aux gens que faire de l'écologie, ça nous concerne tou·tes ? Et les aider à se rendre compte que les questions écologiques se posent dans notre quotidien et qu'elles reproduisent sans doute in fine les inégalités économiques ?

À Arlon et à Neufchâteau, en octobre, deux Débats-lades vont ancrer les questions environnementales dans le territoire de la vie quotidienne en les mettant en lumière sur le terrain. Différentes thématiques seront évoquées en lien avec l'environnement, qui se matérialisent à différents endroits.
Ces Débats-lades peuvent aussi être organisées à la demande pour un groupe d'au moins 8 personnes entre le 10 et le 25 octobre 2025.

Arlon – Vendredi 10 octobre 2025 à 13 h
Neufchâteau – samedi 11 octobre 2025 à 14 h
Infos et inscription : CIEP-MOC Luxembourg Jean-François Rasschaert
Tél. : 063/21 87 33
Mail: jfrasschaert.moclux@gmail.com

À Namur

Les Ateliers Ouverts sont des moments de rencontre pour un public en apprentissage du Français (niveau A1 acquis) ou en formation ISP. Le premier atelier est une balade dans Namur pour se questionner sur les liens entre écologie, justice sociale et nos espaces de vie quotidiens.

Date : 13 octobre 2025 de 13 à 15 h
Lieu : Perron de l'Ilon (Rue des Tanneries 1 à 5000 Namur)
Inscription : CIEP Namur
Mail : kim.moors@lilon.be

Focus alimentation à Mons

Pour découvrir et échanger sur l'écologie populaire en visitant des initiatives locales visant une transition alimentaire situées au cœur de la ville de Mons.

Date : 11 octobre 2025 départ à 11h
Lieu : P'tite maison Folie (Rue de Nimy, 46 à 7000 Mons)
Infos: https://ciep-hainautcentre.be/calendrier/festival-autremons/

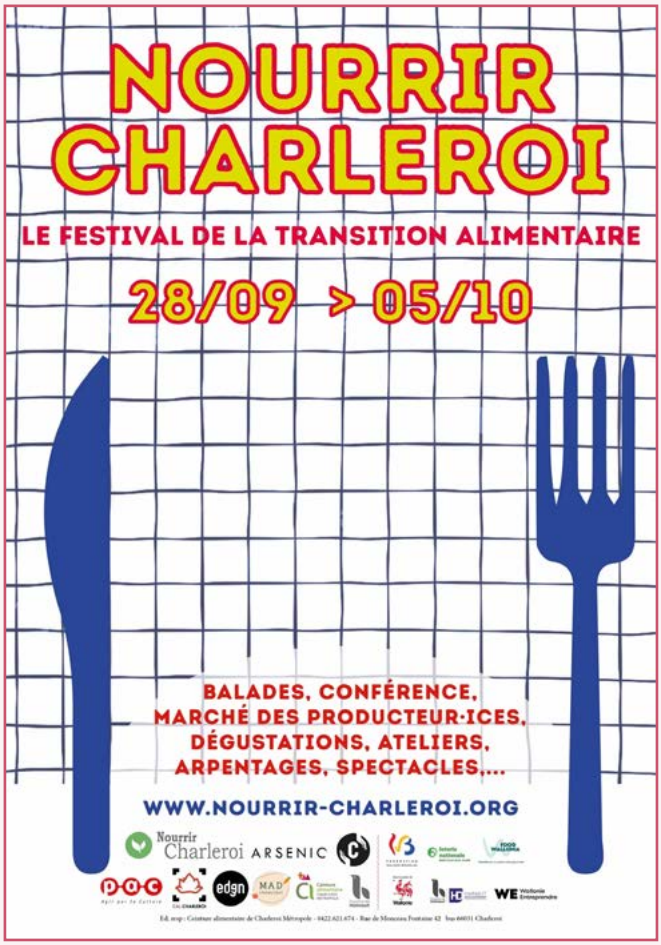
Reportage &

Balades sur l'alimentation

Ces deux balades vous proposent de parcourir l'aménagement de Charleroi en questionnant son rapport à l'alimentation.

Dates :
- 29 septembre 2025 (de 8h45 à 11h)
- 29 septembre 2025 (de 18h30 à 20h30)

Lieu de départ : Café Notre Maison (169 Boulevard Tirou à 6000 Charleroi)
Infos : CIEP MOC Charleroi-Thuin Sophie Loisse
Tél. : 0494/39 94 49 **Mail :** sophie.loisse@moc-ct.be



Reportage &

Zoé MAUS ◆ Permanente CIEP Communautaire

La Palestine, une boussole pour le mouvement social

Le Cahier du CIEP n°34, intitulé *La Palestine, une boussole pour le mouvement social*, s'inscrit dans une démarche du MOC et du CIEP pour comprendre, analyser et agir face à la situation en Palestine. Coordonné par Éléonore Merza Bronstein et Zoé Maus, ce numéro s'appuie sur une tradition de solidarité avec le peuple palestinien, tout en répondant à l'accélération dramatique des événements récents. Avant même le 7 octobre 2023, l'arrivée au pouvoir en Israël d'un gouvernement d'extrême droite, la poursuite active des politiques coloniales (notamment par la colonisation illégale des terres palestiniennes en Cisjordanie), l'adoption de la loi « État-nation » et la criminalisation des ONG palestiniennes de défense des droits humains, ont montré que les intentions du gouvernement israélien était bien de poursuivre un processus de colonisation et d'apartheid en cours depuis 1948. Ce cahier s'inscrit donc dans un moment de rupture. Les attaques du 7 octobre et la guerre génocidaire qui s'en est suivie ont précipité une prise de conscience globale et ont dévoilé, de manière brutale, une violence structurelle jusqu'alors relativisée ou ignorée par une partie de l'opinion publique occidentale. Face à l'émotion, à la confusion et à l'instrumentalisation politique du conflit, ce cahier propose une analyse rigoureuse, outillée et politique de la situation, notamment en montrant que ce qui se passe en Palestine ne doit pas être considéré comme un cas particulier, mais bien comme un révélateur global des logiques de domination, d'apartheid et d'impérialisme, comme une « boussole » pour orienter les luttes sociales contemporaines.

Dans cet esprit, la citation d'Angela Davis « *La Palestine est un test décisif pour le monde* » sert de fil rouge à la publication. Elle symbolise la centralité de cette cause dans les mouvements anticolonialistes, féministes, écologistes et syndicaux, tous interpellés par les dynamiques d'oppression à l'œuvre en Israël/Palestine. Le cahier se veut ainsi un outil d'appropriation politique, à destination des militant·es, formateur·rices et organisations de base, pour leur permettre de structurer leur engagement autour d'une grille de lecture claire et argumentée. Cette publication vise aussi à renforcer les capacités d'analyse des acteurs sociaux, à stimuler des campagnes concrètes, à promouvoir des alliances internationales cohérentes et à soutenir la formation. Loin d'être un manifeste idéologique, elle constitue un document de travail destiné à alimenter la réflexion collective, tout en fournissant des repères solides dans un débat souvent passionné et instrumentalisé.

Ce cahier se divise en plusieurs contributions qui abordent la question palestinienne sous des angles complémentaires : historique, juridique, géopolitique, militant et symbolique. L'ensemble du document défend la thèse selon laquelle la Palestine constitue un miroir du désordre mondial contemporain et un terrain d'analyse central pour comprendre les logiques de colonialisme, de racisme systémique et de militarisation des rapports Nord-Sud.

La première partie aborde les enjeux clés de compréhension, retraçant le continuum colonial. Rédigé par Eitan Bronstein Aparicio et Eléonore Merza Bronstein, le premier article met en lumière les racines profondes du projet colonial et les répercussions durables de son processus toujours en cours et montre l'importance de le qualifier correctement de colonisation et de génocide. François Dubuisson examine le rôle du droit international face à la situation palestinienne et aborde les différentes résolutions et décisions de la Cour internationale de Justice, ainsi que les obstacles à leur mise en œuvre. Il souligne l'importance de la reconnaissance internationale des droits des Palestinien·nes et les défis liés à l'application du droit international mais aussi la possibilité d'agir collectivement en se basant sur ce droit. Fiona Ben Chekroun, coordinatrice européenne des campagnes de *Boycott Désinvestissement et Sanctions* (BDS) présente son mouvement comme un moyen efficace de solidarité avec le peuple palestinien et explique les objectifs et stratégies du mouvement ainsi que son impact croissant sur la scène internationale. La question économique est abordée par Nathalie Janne du CNCD-11.11.11 qui analyse les relations commerciales entre l'Union européenne et Israël à la lumière de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice de 2024 et met en lumière un certain nombre de leviers économiques et politiques qui peuvent être mobilisés pour faire pression sur Israël. L'ABP (Association Belgo-Palestinienne) examine le plaidoyer politique pour la Palestine dans le contexte des élections du 9 juin 2024 en Belgique. L'analyse se poursuit au travers de deux prismes : les ressources naturelles présentes sur le territoire palestinien d'une part, et l'importance d'aborder la question sous un angle féministe : Jeanne Perrier explore le rôle crucial de l'eau dans la colonisation de la Palestine ; Eléonore Merza Bronstein et Sandrine Mansour mettent en lumière les défis spécifiques auxquels sont confrontées les femmes palestiniennes en raison de l'occupation et du patriarcat mais surtout pourquoi la Palestine constitue un enjeu féministe.

Dans une seconde partie, la parole est donnée à différents collectifs et organisations qui, en Belgique et en Palestine/

Israël, défendent une position anticoloniale : le collectif AJAB (Alliance Juive Antisioniste en Belgique) partage une perspective juive antisioniste pour la justice en Palestine. Une interview croisée avec les associations palestiniennes et israéliennes Addameer, Mesarvot, Sadaka Reut et Miftah présente un retour de terrain sur différentes formes d'action et de militantisme contre l'occupation et nous offrent des pistes d'action. Felipe Van Keirsbilck de la CNE explique les raisons de la mobilisation du syndicalisme pour une paix juste en Palestine. Guillaume Lohest met en lumière les actions de solidarité, les initiatives locales et les collaborations portées par les Équipes Populaires avec d'autres organisations pour soutenir les droits des Palestinien·nes. Enfin, en conclusion, Luc Dusoulier, président de WSM, situe ce conflit colonial dans le contexte de géopolitique mondiale.

Ce cahier est une modeste contribution, un rappel du fait que ce qu'il se passe "là-bas" a de nombreuses incidences sur ce qu'il se passe déjà ou ce qu'il pourrait se passer "ici".

Disponible en version imprimée ou en version électronique sur le lien www.ciep.be/images/cahierCIEP/Cahier_34_palestine_Web.pdf

---

Les résultats des dernières élections, avec « la victoire croissante » des droites, ont mis en évidence l'attrait d'idées néolibérales, conservatrices et réactionnaires auprès de la population mais aussi parmi des militant·es du mouvement social, alors que parallèlement se marque une forme de défiance face aux discours de gauche. En Belgique, en Europe et dans le monde, le langage simpliste, voire fallacieux des droites, séduit de plus en plus. Depuis les années 1970-80, celui-ci a fait l'objet d'une stratégie de fond pour remettre l'économie « dans les esprits et les cœurs » sans que la gauche n'ait réellement trouvé de contre discours efficace sur la durée.

Face à ces constats, nous souhaitons nous interroger sur les raisons de ce basculement et le rôle joué dans cette bataille des idées par le langage : les propos marqués à droite suscitent désormais beaucoup d'adhésion et les informations mensongères se développent sans complexe, sans réelle critique, amplifiées par les réseaux sociaux.

La journée d'étude du CIEP cherchera à décrypter ce contexte sociétal de droitisation et comprendre comment la droite a repris la main dans la lutte pour l'hégémonie culturelle dont parlait Antonio Gramsci, en utilisant le langage comme arme d'exclusion ou comme outil politique. D'autre part, nous souhaitons proposer des clés d'analyse et de méthode pour travailler avec les classes populaires à la refonte d'un récit de gauche mobilisateur, fondé sur leurs paroles, leurs réalités et leurs combats.

PROGRAMME DE LA JOURNÉE D'ÉTUDE

13 novembre 2025
CSC de Bouge – Chaussée de Louvain, 501 – 5004 Bouge

8h45 : Accueil
9h15 : Introduction Christine STEINBACH, CIEP
9h30 : *Le langage, décryptage d'un instrument de pouvoir* Laurence ROSIER (ULB)
10h15 : *Les stratégies de la droite pour gagner la bataille des idées* (1e partie) Gérard PIROTTON (Etopia)
11h : Pause
11h40 : *Comment le cerveau comprend la politique ?* (2e partie) Gérard PIROTTON (Etopia)
12h : Débat avec les intervenant·es

12h30 : Pause

13h45 : *Réinventer un narratif de gauche*
Ateliers thématiques
- Travail/non travail - Khadija KHOURCHA (CSC-TSE) ;
- Racisme/Migrations - Solange UMUHOZA (BE-Pax) ;
- Écologie - Simon THÉRER (CIEP communautaire) et un·e animateur·rice CIEP régional ;
- Fiscalité - Adrienne DEMARET (Équipes populaires) ;
-Action collective - Laurence BLÉSIN (CNE).

15h20 : *Rendre la parole aux classes populaires : accent sur une expérience originale*
16h00 : Conclusions Ariane Estenne, (MOC)

Elle est libre l'oie ? Y en a même qui disent qu'ils l'ont vue voler ! [1]

Assister à une pièce de théâtre-action, c'est lâcher prise, accepter que tout ne sera pas parfait et parfois un peu « prise de tête ». Dans *Elle est libre l'Oie ?* on nous en met pourtant plein la vue ou plutôt plein le cœur tellement nos émotions chavirent d'un point à l'autre. Dans cette pièce mise en scène par Céline Fourneau et Laurent Quoibion, créée et interprétée par le groupe de théâtre-action *Les conflits de canards* des Équipes Populaires, tout est dans la vérité. Nadia, Nancy, Catherine, Mathieu, Thomas livrent ici une satire du monde de la santé qu'ils et elles ont eux-mêmes expérimenté et se dévoilent au point de nous transpercer et de nous toucher là où c'est souvent dérangeant ; le corps et la tête qui ne parviennent plus ou ne veulent plus rejoindre la course effrénée de la perfection et du « marche ou crève ».

« *Des traces, des séquelles que personne ne peut voir* », c'est de cela entre autres qu'il est question dans cette création. Solitude, douleur, errance médicale, manque de reconnaissance du corps et consentement dénié, incompréhension de la part des proches qui engendre un décalage et un manque cruel de réconfort. Culpabilisation des individus dans une société qui pourtant est aussi à l'origine de leur mal-être et qui les plonge dans la colère, la tristesse, le ressentiment, une impression de ne pas être à la hauteur, pas conforme. « *Ce n'est qu'une question de volonté !* », « Ça ira mieux demain *!* », « *Vous n'avez rien, c'est dans votre tête !* », « *Vous êtes une charge, un boulet, un parasite, un fléau !* », « *Arrêtez de faire semblant d'avoir mal au dos, c'est de votre faute !* ». Cela peut paraitre caricatural et pourtant c'est bel et bien ce que les membres de la troupe ou leur entourage ont vécu.

Bienvenue à la loterie !

La pièce s'ouvre sur un jeu de piste, vertigineux, celui du patient qui peine à trouver son chemin parmi les « routes » et codes couleurs de l'hôpital. Puis vient l'attente, interminable, illustrée par le « Jeu du grand spécialiste » qui joue à « Jacques a dit ». « *Le grand spécialiste a dit : debout ! Le grand spécialiste a dit : levez la jambe droite ! Faites deux pas en avant ! Vous avez tous perdu !* ». On sent le sarcasme dans le jeu, l'absurde poussé à son paroxysme. Apparenté à une loterie, décrocher un rendez-vous auprès d'un médecin s'avère loufoque, déjanté mais aussi abominablement criant de vérité. Parmi les multiples moments drôles, la conversation téléphonique avec une I.A. pour prendre un rendez-vous médical est savoureuse : « *Je voudrais un rendez-vous pour mon dos !* ». Et celle-ci de comprendre : « *Je voudrais un rendez-vous chez ma gynéco !* ». Une évocation non sans résonance avec la numérisation des services et la diminution drastique de guichets physiques et de personnes qui font le lien. Malgré la fatigue, le découragement face à un système de soins de santé déshumanisé, les rêves et les envies ne sont toutefois jamais loin : « *Moi, j'ai juste envie de pouvoir rester debout tout un concert* » lance plein d'espoir l'un des protagonistes, « *Moi de courir dans les prés !* », « *Danser !* » crie joyeusement un autre. « *Et moi, que tout le monde ait des soins de qualité. Même sans argent, tu peux aller chez le dentiste de ton choix* », « *Je souhaite que mon corps soit plus respecté et ne pas être manipulé comme un steak ! Et que je ne sois pas assimilée à un compte en banque !* ».

Pas de bon·nes ou mauvais·es citoyen·nes

Dans cette pièce, on sent la souffrance, le désespoir, le ras-le-bol… ils et elles auraient pu tout abandonner, mais l'appel de la parole a été le plus fort. Témoigner, dire, scander, dénoncer pour mieux se considérer, mieux se situer dans une société qui ne fait pas de cadeau dès lors qu'on n'entre pas ou plus dans le moule de la performance. Prendre conscience qu'on en vaut la peine, qu'il est tout à fait justifié et naturel de demander un truc tout simple : de l'empathie. Parce

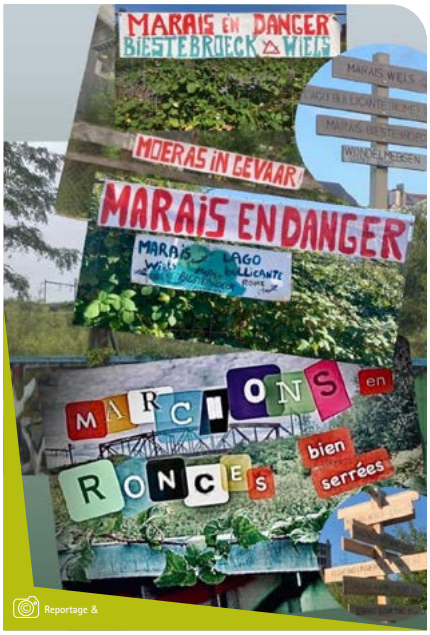
que, oui, les douleurs empêchent d'être capable d'occuper la place que l'on désire, parce que personne n'a jamais souhaité ce qui lui arrive, parce que personne n'est fautif de rien dans cette société coupable de prôner de plus en plus de « mordre sur sa chique », où l'empathie n'est plus un réflexe, parce qu'il faut du temps pour guérir, pour vivre avec, pour se reconstruire.

À l'instar des protagonistes qui, par le théâtre, ont rejoint une forme d'action collective, le final atterrit sur une mobilisation positive malgré les injustices vécues. La pièce est représentative de ses créateur·rices, pleine d'espoir, de colère, de tristesse et d'envie de transcender leurs douleurs. Une pièce qui fait à la fois du bien et du mal et qui nous invite à retirer le masque social, à accepter nos vulnérabilités, à nous recentrer, à nous écouter. À décélérer. À se RASSEMBLER !

1. Sur base de l'article écrit par Claudia BENEDETTO, paru dans *La Fourmilière*, Équipes populaires, septembre 2025.

Prochaines représentations

26 octobre 2025 à 15 h – Bibliothèque d'Assesse
22 octobre 2025 – Rencontre citoyenne des Équipes populaires en mode « improviste »
12 novembre 2025 à 18 h – Bourdon (Hotton) dans le cadre du festival *Prendre soin*
Infos : Équipes populaires Namur Laurent Quoibion
Tél. : 0497/28.96.15
Mail : quoibion@equipespopulaires.be



SÉMINAIRE

Belgique
partenaire du développement

Partenariats avec le secteur privé pour le développement durable et le travail décent : opportunités et défis

Inscription

7 Octobre 9h30 - 13h30 La Vallée, 39 Rue Adolphe Lavallée, 1080 Bruxelles

Panel 1: acteurs locaux du secteur privé

- Jan Wyckaert, Rikolto
- Oumayma Hammadi, Le monde selon les femmes
- Santiago Fischer, WSM

Panel 2: critères, évaluation et politique internationale

- Charlotte Verbeeck, BIO
- Thomas Taylor, CSI
- Femmy Thewissen, 11.11.11.

Accueil par Irina Meeusen (PCTD). Les panels seront suivis d'un lunch convivial.

Une initiative de la Plateforme de Coordination Travail Décent:

IFSI-ISVI asbl-vzw Coopération syndicale internationale Internationale syndicale samenwerking · Solidaris · SOLSOC · FOS · OXFAM Solidariteit | Solidarité · Christelijke Mutualiteit · ACV CSC International · WSM We Social Movements · BIS MSI

Nos Droits dans le Mur !

La lutte contre la précarité doit passer par la participation de la population concernée. À l'initiative du Resto du Cœur de Mouscron, neuf associations se rassemblent pour la journée mondiale de lutte contre la pauvreté. Au travers d'ateliers d'expression, les témoins du vécu font entendre leurs voix, leur perception, leur ressenti, leur expérience de la précarité au quotidien. Cette parole est illustrée de manière créative par les différents groupes avec l'accompagnement et le soutien d'artistes locaux. Au programme : exposition, fresque participative, ateliers créatifs, juke box, friperie, défilé et disco-soupe.

Date : 17 octobre 2025
de 13 h 30 à 18 h
Lieu : Grand-Place de Mouscron

NAMUR

16 OCT
9H À 18H

Journée découverte des Ateliers Terrestres

Venez découvrir et expérimenter « les Ateliers Terrestres », un processus, un cheminement, une méthode innovante initiée par Bruno Latour et les outils qu'il a développés.

Les Ateliers Terrestres, c'est repenser notre monde et nous mettre en action au départ du local. C'est retrouver notre capacité à l'émerveillement et à la curiosité pour ce qui nous entoure. Ils permettent de découvrir comment cette approche permet de mobiliser et d'accompagner des groupes, des citoyens et des citoyennes dans des démarches individuelles et/ou collectives de sauvegarde de l'habitabilité de notre planète.

Les Ateliers Terrestres suscitent l'émergence de nouveaux types d'engagements et d'inventer une relation plus durable au monde, prendre conscience de où et avec qui nous vivons pour mieux prendre soin de qui permet nos vies, de ce qui permet la vie.

Pour co-animer cette journée, nous avons la chance d'accueillir Chloé Latour et Alan Lebecque de S-composition

Lieu :
Au centre l'Ilon
1, rue des tanneries

Frais inscription :
20 €
Inscription validée après réception de ce montant
Numéro de compte du CIEP province de Namur ASBL
BE03 7965 2655 6784
Communication : Nom + prénom + atelier découverte 16-10-25

Inscription obligatoire : therese.willot@ilon.be

S-composition : https://s-composition.eu/

NAMUR

A PARTIR DU
6 NOV
13H30 À 16H30

Territoires : Projet collaboratif

Et si on allait en explorer des morceaux de nos territoires

On habite toutes et tous un Territoire, un environnement.
On habite toutes et tous une multiplicité de Territoires.

Et nous avons toutes et tous besoin de s'y identifier, de construire des liens, de vivre, de rencontrer d'autres personnes, de s'y déplacer, de s'émerveiller, de découvrir, de s'amuser, ...

Envie d'explorer ?
Nous vous invitons à nous rejoindre. Durant quelques séances, nous allons ensemble découvrir de quoi nos territoires sont fabriqués, constitués.

Au fil des séances, on suivra nos envies d'explorations, en dessin, en pensées, en marchant, en écrivant, en jouant, en voyageant, en bougeant, ...

Lieu :
Delta
dans l'espace du Tiers-lieu
Avenue Fernand Golenvaux 18

Plusieurs dates
6 et 20 novembre
4 et 18 décembre
8 et 12 janvier

Personne de contact /inscription :
therese.willot@lilon.be

En collaboration avec le

2025, un monde en question

Depuis le tournant du millénaire, le monde a changé. Est-il en recomposition, en décomposition ? Qui sont désormais les leaders du monde ? Comment les pays que l'on appelle « en développement » se positionnent-ils face aux enjeux géopolitiques, économiques, sociétaux ?

Quelles sont les perspectives des sociétés autour de grands enjeux (environnement, migrations, santé, justice sociale) ? Comme citoyen·nes, en quoi sommes-nous concerné·es ? Comment ces questions nous impactent-elles ? Quel rôle avons-nous à jouer ? Comment pouvons-nous agir à notre échelle ?

Organisateurs : CIEP Luxembourg, la Mutualité chrétienne et l'ONG WSM
Formation gratuite un mardi par mois, en soirée (18 h 30) jusqu'en juin
Lieu : Mutualité Chrétienne de Libramont (Rue des Alliés, 2 à 6800 Libramont)
Infos et inscription : CIEP-Luxembourg
Jean-François Rasschaert
Tél. : 063/21 87 33
Mail : jfrasschaert.moclux@gmail.com

Lancement d'une...
CUISINE DE QUARTIER !
Tous les vendredis de 9h à 13h
BASTOGNE
Chaussée d'Arlon 73
Cuisiner ensemble
Découvrir de nouvelles recettes
Partager un bon repas convivial
Sortir de chez soi
Changer ses habitudes alimentaires
VOUS VOULEZ EN SAVOIR PLUS ?
Rejoignez-nous pour une SEANCE D'INFORMATIONS soit:
- le vendredi 3 octobre à 10h
- ou le lundi 6 octobre à 20h
- ou le mercredi 8 octobre à 14h
Inscriptions aux séances d'infos
par téléphone (0494/482834)
ou email : info@auchampetre.be
ciep
Luxembourg
FÉDÉRATION

Dans le cadre du 20éme
Festival du film solidaire de Nivelles
Soirée Ciné Débat sur
L'EXTRACTIVISME
avec la présence de Raf Custers
D'après le film « Cobalt, le rêve électrique » de Quentin Noirfalisse
Le 13 novembre 2025
à 20h00
Ciné 4
Rue de Soignies, 4
1400 Nivelles
Editeur responsable : CIEP Brabant Wallon – BVD Fleur de Lys 25 – 1400 Nivelles
ciep moc
ciné4
ccn
CNCD
11.11.11
WSM

SOIREES
CITOYENNES
À LA RENCONTRE DES AUTEURS
Des Rites pour la Vie
Gabriel Ringlet
« Quelle est encore l'influence
de la Religion dans notre société »
MARDI
22-10-2025
RDV à 19h00
Bibliothèque Locale
Place Albert 1er, 1
1400 Nivelles
Editeur responsable : CIEP Brabant Wallon – BVD Fleur de Lys 25 – 1400 Nivelles
ciep
Bibliothèque Locale
Nivelles
BOSTUNCHAMP

SOIREE
CITOYENNE
À LA RENCONTRE DES AUTEURS
Précarité et résistance
Georges De Kerchove
« Visages Méconnus, visages reconnus »
Abdel de Bruxelles
« Un petit expresso sans sucre »
MERCREDI
15-10-2025
RDV à 19h30
Quatre Quarts
rue Emile Henricot, 61
Courts-Saint-Etienne
Editeur responsable : CIEP Brabant Wallon – BVD Fleur de Lys 25 – 1400 Nivelles
ciep moc
QUATRE QUARTS

Pour un Chez Soi Décent

Entre deux dates symboliques : le 10 octobre – Journée internationale du sans-abrisme et le 17 octobre – Journée mondiale de lutte contre la pauvreté et la précarité, le CIEP Brabant wallon, Action Vivre Ensemble, la Bibliothèque publique locale de Nivelles, le Ciné 4, le Centre Culturel de Nivelles, le CEPAG et le PCS Nivelles, et La Ville de Nivelles proposent à Nivelle une semaine d'événements citoyens, culturels et politiques autour de *Pour un Chez Soi décent*. Une semaine pour penser, débattre, sensibiliser et agir face aux réalités du mal-logement, du sans-abrisme et des injustices sociales liées à l'habitat.

Infos : CIEP Brabant wallon Frédéric Clautier
Mail : frederic.clautier@ciepbw.be

Programme

10 octobre 2025 (à 19 h 30)
Projection-débat *Monstres de poussières* avec l'équipe du film Ciné 4
Tout public – 5€ – art 27

11 octobre 2025 (à partir de 15 h)
Conférence gesticulée *Fin du sans-chez-soirisme ?* par le Syndicat des Immenses
Rencontre autour des questions de précarité, logement et errance
Bibliothèque ou Foyer Waux-hall – Tout Public

14 octobre 2025 (à 19 h)
Table ronde : *Le statut de cohabitant – Enjeux politiques et sociaux*
Avec intervenants syndicaux, politiques, et acteurs de terrain

15 octobre 2025 (à 14 h)
Le Logement en 2025 c'est ? – Bibliothèque de Nivelles
Échange et réalisation de Podcast par l'AMO Tempo

16 octobre 2025 (à 19 h 30)
Théâtre d'improvisation « *Fragments de vie* » suivie d'un moment d'échange
Inspiré de récits réels liés au mal-logement, cette pièce met en scène les moments de bascules
Bibliothèque de Nivelles
Tout Public

17 octobre 2025 (dès 11 h)
Vernissage de l'exposition *Rêve de toi, réveil chez soi* de l'ASBL *Infirmiers de rue*. Cette exposition retrace le parcours de patients accompagnés par l'association et emmène le public à leur rencontre.
Hôtel de ville (Salle des Mariages)
Expo accessible du 14 octobre au 5 novembre 2025

17 octobre 2025 (19 h 30)
Projection-débat du *Petit Rempart*.
Echange avec l'équipe du film, de ATD Quart Monde, le coordinateur de la Casa (projet Samu social) et la protagoniste du film
Ciné4
Tout Public – 5 € – art 27

Anne-Lise DELVAUX ◆ CARHOP

L'ISCO, un modèle de formation et d'émancipation à (re)découvrir

Revenir sur l'histoire de l'Institut supérieur de culture ouvrière (ISCO) signifie bien plus qu'une enquête historique : c'est une plongée dans la mémoire collective d'un projet de formation émancipatrice, porté par des femmes et des hommes convaincu·es que la culture et la formation sont des leviers de transformation sociale. L'ISCO est une expérience d'éducation populaire née en 1962 dans un contexte de luttes sociales et d'aspirations à une culture ouvrière autonome. De nombreuses personnes ont bénéficié et continuent de bénéficier de cette formation : militant·es., animateur·rices, enseignant·es, permanent·es du MOC… Il s'agit donc ici de comprendre, de documenter, mais aussi de faire revivre les ambitions, les pratiques et l'évolution de cette institution de formation singulière.

Une histoire inédite à documenter

L'idée de mener une recherche historique sur l'ISCO s'est imposée à la croisée de plusieurs constats. Tout d'abord, l'histoire de l'ISCO est relativement méconnue. En 2017, l'ouvrage sur la Faculté ouverte de politique économique et sociale (FOPES)[1] évoquait l'ISCO sans l'aborder en détail. L'ISCO précède pourtant la FOPES de douze ans et en est même la matrice pédagogique. Cette invisibilité relative rend ainsi la recherche originale. Son parcours riche de plus de soixante ans, traversé par des évolutions politiques, sociales et culturelles majeures, mérite d'être mis en lumière. Ensuite, l'archivage des documents du MOC national réalisé par le CARHOP, constitue une belle porte d'entrée aux archives de l'ISCO qu'il « suffisait » de pousser… Ce projet a aussi permis de recueillir le témoignage d'acteur·rices de la formation dont la mémoire risque de se perdre. Enfin, il s'agit d'une démarche de reconnaissance : rendre visibles les combats, les expérimentations et les engagements qui ont jalonné l'histoire de l'ISCO, c'est contribuer à une mémoire collective de l'éducation permanente et de la formation d'adultes, en particulier celle d'une expérience pédagogique innovante en Europe et dans le monde.

Une démarche collective

L'ouvrage consacré à l'ISCO est le fruit d'un travail collectif, mené entre 2020 et 2024 par trois historiennes du CARHOP (Amélie Roucloux, Marie-Thérèse Coenen et Anne-Lise Delvaux) avec le soutien actif d'un comité de pilotage. Deux représentantes du CIEP, France Huart et Christine Steinbach, ont activement suivi les démarches. Le comité de pilotage a joué un rôle essentiel tout au long du projet, en orientant les questionnements, partageant des ressources, confrontant les analyses historiques à des vécus, et en restant attentif à la portée sensible et politique de cette histoire. Ce comité a aussi incarné une méthode de travail fidèle à l'esprit de l'ISCO lui-même : une intelligence collective, construite à partir de regards pluriels, de savoirs situés et de pratiques réflexives.

Définir le sujet et la problématique : un défi relevé

Si l'intérêt de mener des recherches sur l'histoire de l'ISCO est avéré, il fallait encore définir un angle d'approche. Les réflexions ont abouti à une question de recherche principale : au fil de son existence, l'ISCO a-t-il su préserver une position d'équilibre entre sa vocation initiale d'« école de la seconde chance » et son rôle de formation militante ? Autrement dit, comment cet organisme de formation a-t-il concilié ces deux dimensions complémentaires, et parfois antagonistes, qui ont façonné son identité et son action depuis sa création ?

Cette question centrale soulève plusieurs enjeux connexes. La dimension socio-pédagogique émancipatrice est intéressante, car elle pousse à reconsidérer le positionnement institutionnel qui tend à réduire cette pédagogie à une simple boite à outils. La formation longue constitue un enjeu majeur, avec la certification, la formation politique, les contraintes administratives de l'enseignement supérieur, etc. La défense du droit culturel en milieu populaire constitue également une préoccupation centrale de l'ISCO et de l'ensemble du mouvement ouvrier.

Au cours des réunions du comité, deux nouveaux enjeux sont apparus. Le premier concerne les diversités régionales que connait la formation depuis ses débuts. Ces diversités sont bien sûr liées aux attentes particulières des groupes ISCO et au programme spécifique développé, mais elles résultent aussi des différentes personnalités qui portent le projet. Le second enjeu relevé concerne l'influence et/ou l'ouverture que l'ISCO peut avoir sur d'autres modèles, qu'il s'agisse de collaboration, de coopération ou d'émulation, au sein et en dehors du réseau MOC. L'ISCO représente-t-il une expérience qui se diffuse et s'étend ?

La méthodologie de recherche

Impossible de commencer les recherches historiques sans d'abord faire un état des lieux de la question.

Des sources multiples : papiers, témoignages, iconographies

La recherche s'appuie sur une pluralité de sources. Les archives disponibles, souvent éparses, ont été patiemment rassemblées. Celles du CIEP-ISCO sont mises à disposition des historiennes, mais sans inventaire. Parmi les documents, on retrouve des rapports d'activités, comptes-rendus de formation, correspondance, notes pédagogiques… et, bien entendu, le *Courrier de l'ISCO*, qui parait aujourd'hui sous le nom de *L'Esperluette*. Tous ces documents éclairent le travail quotidien de l'équipe d'animation-formation et des participant·es.

Plusieurs fonds d'archives conservés au CARHOP, mais aussi au KADOC (surtout pour les premières années de l'ISCO) ont servi au travail de recherche : il s'agit principalement d'archives syndicales ou personnelles. L'ensemble de ces documents permet de reconstituer le fonctionnement institutionnel de l'ISCO, ses évolutions et ses partenariats.

Issus des fonds d'archives, quelques documents iconographiques (photographies, brochures, flyers, etc.) ont permis d'illustrer l'ouvrage. Le matériel disponible étant relativement limité, un « appel à la mémoire » est lancé parallèlement à la recherche afin de collecter davantage d'éléments visuels.

Écrire l'histoire de l'ISCO sans donner la parole à celles et ceux qui l'ont vécue aurait rendu l'étude incomplète. Le socle documentaire s'est enrichi d'une vingtaine d'entretiens menés avec d'ancien·nes étudiant·es, formateur·rices, responsables et partenaires. Ces récits éclairent de manière sensible et incarnée le fonctionnement de l'Institut, ses valeurs, ses tensions internes parfois, mais aussi l'impact qu'il a pu/peut avoir sur les trajectoires individuelles et collectives. Ils montrent ce qu'est l'intérieur de l'ISCO : un lieu de formation, mais aussi de débats, d'apprentissage et de prise de conscience. L'analyse de ces entretiens a été menée avec une attention éthique à la parole de chacun·e. Ils ne servent pas uniquement à illustrer une histoire : ils en constituent des sources à part entière.

Le croisement de ces différentes sources est indispensable pour la bonne suite de l'étude. Il en va de même pour le travail de sélection, nécessaire pour dégager des lignes de force et choisir les éléments à mettre en évidence, dans une tension permanente entre fidélité à la diversité des récits et cohérence du propos.

L'écriture : une construction chronologique et thématique

L'étude est organisée autour de plusieurs dimensions. D'abord, une reconstitution chronologique de l'histoire de l'ISCO, depuis sa fondation en 1962 jusqu'à sa transformation en 2014. Il s'agit moins de produire une chronologie linéaire que de comprendre comment cette institution de formation d'adultes a été traversée par – et a contribué à – des dynamiques sociales, culturelles et pédagogiques.

Ensuite, le texte aborde un volet plus contemporain, axé sur les enjeux transversaux auxquels la formation a dû faire face et auxquels elle est encore confrontée aujourd'hui. Cela se traduit par deux contributions. La première, de nature plus quantitative, est dédiée à l'évolution et la diversité du public ISCO. La seconde adopte une approche davantage sociologique. Avec la contribution collective de Jean Nizet, sociologue et formateur de longue date à l'ISCO, d'Anne-Lise Delvaux et de France Huart, cette deuxième analyse transversale aborde les « finalités poursuivies dans la réalisation du mémoire ISCO ». Ces deux focus viennent enrichir le projet, permettant de prendre du recul sur les représentations et les discours mobilisés autour de la formation d'adultes.

Un accent particulier est mis sur l'évolution d'un droit culturel pour lequel l'ISCO a mené de nombreux combats : celui du congé-éducation payé (CEP). Adopté en 1957, il ne cesse d'être remis en cause et a été progressivement érodé au fil des réformes institutionnelles. Le texte présente quatre focus sur les différentes évolutions de ce droit, autrefois appelé « crédit d'heures ».

Une attention est aussi portée aux différents acteurs et actrices de l'ISCO. Les paroles récoltées apparaissent sous forme d'encarts qui jalonnent l'ouvrage et le dynamisent. Des notices biographiques[2] sont réalisées dans le même esprit pour les fondateurs disparus.

Relisant son passé, fidèle à la méthode réflexive qui traverse toute son histoire, le CIEP exprime dans la postface les défis que la formation des adultes doit continuellement relever. Il laisse la porte ouverte sur l'avenir de l'ISCO.

Difficultés, limites et choix assumés

La première difficulté rencontrée a pris la forme d'un virus. Les recherches commencées en janvier 2020 sont vite suspendues avec la pandémie de Covid-19. Elles ne sont heureusement pas arrêtées, mais le comité de pilotage fait face à plusieurs départs.

Comme toute recherche historique, cette démarche se heurte aussi à des limites méthodologiques et éthiques : des archives lacunaires, des récits parfois fragmentaires, des zones d'ombre (parfois très contemporaines) encore difficiles à éclairer. Ces difficultés font partie du travail de mémoire, qui repose autant sur ce qui est dit que sur ce qui reste tu, oublié ou effacé. Le nombre élevé de personnes impliquées dans l'histoire de l'ISCO, parfois porteuses de mémoires divergentes, impose des choix difficiles : quels récits retenir ? Quels silences respecter ? La diversité des points de vue génère des tensions entre une mémoire militante et une lecture critique. Nous avons choisi de ne pas lisser les contradictions, mais de les intégrer comme éléments d'analyse.

L'absence d'un relevé des archives ISCO (fonds assez volumineux) a nécessité un important travail d'inventorisation pour faciliter l'accès aux documents. Le manque d'iconographie reste une frustration, d'où l'idée de prolonger l'appel à documents visuels, dans une dynamique d'histoire en chantier.

L'histoire de l'ISCO interroge le présent

Cette recherche sur l'ISCO est d'abord le fruit d'un travail collectif, qui mêle rigueur historique, participation engagée et ouverture interdisciplinaire, tout en gardant en tête une double exigence : transmettre une mémoire plurielle sur la formation d'adultes et nourrir les réflexions actuelles sur l'éducation permanente, ses ancrages, ses luttes, ses défis. Ce travail rappelle aus-

si que les institutions, comme les idées, ont une histoire – parfois conflictuelle, toujours riche – et qu'en raconter le parcours, c'est également contribuer à construire des outils d'émancipation pour aujourd'hui.

L'histoire de l'ISCO ne vaut pas seulement comme témoignage du passé, elle interroge notre présent : que reste-t-il, aujourd'hui, de cet idéal d'une formation critique, autonome et enracinée dans les réalités populaires pour un public d'adultes ? Comment repenser, dans un monde en mutation, les conditions d'une éducation populaire, participative, inclusive et transformatrice ? Plus largement, il s'agit d'interroger la place de l'éducation permanente et de la formation d'adultes dans le champ de l'émancipation sociale.

1. Christine MACHIELS (coord.), *Former des adultes à l'université. La Faculté ouverte de politique économique et sociale (FOPES) 1974-2016*, UCL, Louvain-la-Neuve, 2017.
2. Des notices biographiques plus détaillées se trouvent sur le site du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier de Belgique* (https://maitron.fr/).

Simon THÉRER ◆ Permanent CIEP communautaire

Journée inter-BAGIC, laboratoire de formation et d'action socioculturelle autourde l'écologie

Depuis plus de trente ans, le BAGIC constitue une référence en matière de formation des coordinateur·rices culturel·les et socioculturel·les. Son ambition : conjuguer réflexion politique, pratique professionnelle et engagement citoyen. La formation s'appuie sur un ancrage fort dans le terrain : tout·e participant·e est en action sur un terrain durant la formation ; des apports théoriques pointus : politiques culturelles, gestion, médiation, éducation populaire ; une pédagogie collective, critique et réflexive. Les quatre opérateurs – CBAI, CESEP, CIEP, ICJ – incarnent chacun une identité forte : interculturalité, mouvement ouvrier, secteur jeunesse, ancrage syndical ou confessionnel. Ensemble, ils donnent à la formation sa richesse intersectorielle.

Une journée, une pédagogie, une posture

Le 14 mars 2025, une centaine de participant·es aux formations des quatre opérateurs se sont retrouvé·es à Bruxelles au Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, pour une journée intense de formation, de réflexion et d'échanges autour d'une thèmatique urgente et structurante : l'écologie politique et populaire. Plutôt qu'un colloque formel ou une célébration institutionnelle, cette journée s'est voulue un moment pédagogique incarné, en faisant vivre les principes mêmes de la formation BAGIC : apprendre à partir de la réalité, penser en collectif, confronter les discours, les pratiques et les engagements. Cette journée inter-BAGIC n'a pas seulement produit du contenu : elle a aussi été formatrice en elle-même, en permettant de vivre les principes fondateurs du BAGIC : apprendre à partir des tensions du monde ; croiser les savoirs (académiques, militants, pratiques) ; co-construire des réponses collectives ; réaffirmer que la culture est un levier de transformation sociale.

Des savoirs engagés pour une écologie juste

La matinée s'est ouverte sur une table ronde percutante réunissant Daniel Tanuro, ingénieur agronome et militant écosocialiste ; Christine Mahy, Secrétaire générale du *Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté* (RWLP) et *Le Front de Mères Belgique*, avec Naïma Ben Ali et Selma Benkhelifa.

Au fil des échanges, un constat s'est imposé : les transitions écologiques risquent d'exclure si elles ne prennent pas en compte les fractures sociales. L'écologie populaire n'est pas un luxe, mais une condition de justice, comme en témoignent certain·es étudiant·es « *Il faut construire l'écologie avec les personnes les plus concernées.* »

Les différent·es intervenant·es de ce panel ont apporté des clés d'analyse plus théoriques, mais aussi et surtout des témoignages d'expériences vécues sur le terrain, qui mettent en lumière un enjeu essentiel pour l'écologie populaire : la légitimité accordée à la parole des citoyen·nes au sujet de l'écologie. Cette question est d'autant plus cruciale lorsqu'il s'agit des personnes issues des milieux populaires. Le rapport entre les milieux populaires et l'écologie est effectivement caractérisée par une triple injustice : les milieux populaires sont ceux qui ont le moins d'impact négatif écologique dans le même temps qu'ils payent le plus lourd tribut des problèmes écologiques et qu'ils en sont le plus souvent suspectés comme responsables.

Les témoignages des intervenant·es illustrent clairement ces questions. Christine Mahy du RWLP s'est penchée sur les inondations qui ont frappé la vallée de la Vesdre en 2021. Elles démontrent que les catastrophes climatiques touchent les populations les plus fragiles, mais aussi que leurs paroles trouvent difficilement à s'exprimer. Cependant, la culture, l'éducation permanente sont des chemins qui peuvent permettre à une parole populaire d'émerger et d'exister dans le débat public. Selma Ben Khalifa et Naïma Ben Ali du *Front de Mères de Belgique* ont mis en

avant les réalités des quartiers populaires en milieu urbain, dont les revendications ont peine à se faire entendre dans l'espace politique. À titre d'exemple, elles ont présenté la lutte menée par un collectif à Anderlecht qui revendique un espace vert ouvert au public. À ce stade, cette revendication n'a toujours pas été entendue, sur fond de racisme systémique et de déficit de légitimité donnée aux populations des quartiers défavorisés, notamment sur les questions d'écologie. Daniel Tanuro a présenté la situation d'un comité de riverain·es de l'aéroport de Charleroi et son accès au débat public, comme enjeu à la croisée de l'écologie et du social.

Ces exemples mettent en lumière le rôle du monde associatif, et notamment du socioculturel, la jeunesse et l'éducation permanente, en faveur d'une écologie populaire. Les acteur·rices de ces secteurs peuvent notamment apporter un appui méthodologique, matériel, logistique, etc. à des collectifs citoyens moins institués. Ce maillage associatif permet d'agir pour faire peser la parole populaire dans la prise en compte des enjeux écologiques. L'écologie populaire est en effet par définition construite au départ des réalités des milieux populaires, inclusive, collective et tendant vers plus d'égalité.

Le terrain comme moteur

C'est au départ de ces critères que les participant·es ont, au cours de l'après-midi et en ateliers, échangé autour de leurs propres projets. La question était « *Comment faire en sorte que nos actions soient congruentes avec les principes de l'écologie populaire ?* ». Plusieurs pistes concrètes ont émergé pour initier de nouveaux projets ou en faire évoluer d'autres avec une attention spécifique à ce qu'ils soient davantage encore ancrés localement, au plus près des publics ; valoriser les dynamiques collectives comme moteurs d'engagement ; lire les politiques environnementales avec une grille sociale et critique.

La journée s'est clôturée par une intervention théâtrale immersive de la *Compagnie qui pétille !* qui a proposé un retour humoristique et décalé sur la journée tout en mettant en jeu les contradictions de l'écologie au quotidien. Le Théâtre-Forum a aussi permis aux participant·es d'expérimenter, de débattre et de co-construire des réponses face à des dilemmes concrets.

Se former pour transformer

Le BAGIC ne forme pas uniquement à « gérer » des institutions. Il forme à penser, à résister, à construire. Il outille des professionnel·les du secteur socioculturel pour agir en conscience dans un monde traversé de crises.

À l'instar de Paolo Freire « *Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde* », cette journée a montré que se former est aussi un acte politique. En choisissant de parler d'écologie populaire, les acteur·rices du BAGIC ont réaffirmé leur volonté de faire vivre une culture au service de la démocratie, de l'égalité et de la solidarité.

Cette journée a également été l'occasion de prendre conscience du fait que l'écologie dans sa forme politique, a, comme pour les autres questions de société, besoin des acteur·rices du secteur socioculturel. Leur action, régie par les principes et valeurs de l'éducation permanente, est essentielle pour que le débat démocratique soit inclusif et égalitaire, que chacun·e y trouve sa place. Il y a encore du chemin à parcourir et cela ne se fera pas sans ces acteur·rices ! C'est aussi à cet objectif que prétend le BAGIC à travers la formation d'acteur·rices socioculturel·les qui œuvrent quotidiennement pour une société plus démocratique, plus juste et plus solidaire.

Nouveau BAGIC à Liège

BAGIC
Formation à la coordination de projets culturels et socioculturels

Dans un monde de plus en plus individualiste, les discours et visions politiques dominantes tendent à s'éloigner toujours plus de la vision d'une société égalitaire et inclusive. Il est plus que jamais nécessaire de réaffirmer l'approche spécifique de l'action socioculturelle développée en deux ans par la formation BAGIC (Brevet d'Aptitude à la Gestion des Institution Culturelles et Socioculturelles) : l'éducation populaire pour permettre à chacun·e de s'émanciper, de s'inscrire dans des démarches d'action collective pour penser et transformer le monde. En effet, l'action socioculturelle n'est pas un produit de consommation ; elle permet aussi de créer des espaces de créativité, de liberté, d'action collective, de participation, d'égalité et de subversion ; bref des espaces de formation radicalement démocratiques, ouverts à tous·tes...

Au BAGIC, cette vision est portée à travers une dynamique de co-construction de savoirs et d'allers-retours entre la théorie et la pratique. La formation donne aussi des clés pour la gestion des institutions et des projets socioculturels. À côté des questions de sens cohabitent toute une panoplie d'éléments liés à la gestion, aux finances, à l'humain, à l'administration, etc. L'ensemble de ces aptitudes sont nécessaires pour pratiquer un métier de coordination dans le secteur socioculturel.

Début de la nouvelle session :
les 16 et 17 octobre 2025.

Lieu : Auberge de Jeunesse de Liège (Rue Georges Simenon 2, 4020 Liège)

Dates : Tous les jeudis de 9h à 16h45, hors vacances scolaires

Infos : www.ciep.be/images/BAGIC/Brochure/brochure_bagic_juin24.pdf

Intéressé·e par la formation?
Infos et inscription : CIEP communautaire
Simon Thérer Mail : simon.therer@ciep.be

Défense des travaux de fin d'étude

Le 24 juin 2025, à L'Ilon, quatre étudiant·es du groupe 19 de l'ISCO-CNE ont présenté leur travail de fin de formation devant un jury composé de représentant·es des différentes organisations du MOC.

Les thématiques très variées abordées dans les travaux reflètent la réalité du travail syndical sur le terrain en tant qu'animateur·rice en action collective :

- *Renforcer le réseau syndical en maintenant l'engagement des délégués licenciés* par Carole Backes ;
- *L'interdiction du travail du dimanche dans le commerce alimentaire, un bouclier contre la franchise ?* par Christelle Gillet ;
- *Travail sur la problématique des maladies de longues durées et des risques psychosociaux afin de les diminuer* par Sébastien Antal ;
- *Lutte pour une meilleure flexibilité horaire dans le Brussels South Charleroi Airport* par Giovanni Stagno.

Après une discussion avec les membres du jury, ces présentations se sont terminées autour d'un verre pour clôturer le parcours de trois années de formation.

Félicitations aux étudiant·es !

Reportage &

Cindy TONOLA ◆ étudiante ISCO-CNE XVII

En quoi la commercialisation de la maison de repos Les Orchidées a-t-elle entrainé une perception de détérioration des conditions du travail du personnel ?

Pour réaliser cette recherche, je me suis basée sur mon expérience personnelle de technicienne de surface depuis 21 ans dans la maison de repos MR/MRS *Les Orchidées*. Ma fonction me permet d'avoir un contact direct avec les résident·es et d'être souvent considérée comme leur confidente, mais aussi avec l'ensemble du personnel. En tant que déléguée syndicale depuis 12 ans, mes contacts et mes observations nourrissent mes interventions dans les instances de concertation sociale où je suis mandatée: la délégation syndicale (DS), le conseil d'entreprise (CE) et le groupe spécial de négociation (GSN) mis en place en vue de la création d'un conseil d'entreprise européen (CEE) au niveau du groupe *Armonea*.

Fondée en 1999 à Mouscron, la maison de repos subit en 2014 un bouleversement à la suite de son rachat par le groupe commercial *Armonea Belgique*, englobé lui-même dans le groupe international *Colisée*. Depuis lors, une détérioration des conditions de travail du personnel soignant a été constatée, mais aussi des retombées négatives sur le bien-être des résident·es. Nous assistons d'une part, à un manque de personnel (augmentation de l'absentéisme, démissions, mi-temps pour cause de maladies musculo-squelettiques, démotivation, stress) et d'autre part, à une réduction des coûts imposée par le groupe *Armonea*. Aujourd'hui, *Les Orchidées* comporte 85 résident·es et 48 membres de personnel soignant. Selon l'échelle de Katz, beaucoup de résident·es sont très dépendant·es et 38 présentent des signes de démence (45 % des résident·es). De fait, le financement du personnel est calculé en fonction du degré de dépendance des résident·es à partir d'une échelle nommée « échelle de Katz ».

Mon travail de recherche s'est centré sur l'impact du passage de la MR/MRS, dans une optique financière, sur la détérioration des conditions de travail du personnel soignant, un enjeu d'actualité qui concerne l'ensemble de la société confrontée à la prise en charge des personnes âgées vieillissantes et de plus en plus dépendantes.

Sur base de mes lectures et de l'analyse de différentes sources, j'ai comparé ce qui se passe aux *Orchidées* avec ce cadre théorique. Le premier constat est celui de la marchandisation du secteur, qui se traduit par trois éléments. D'abord, le rachat des MR/MRS par de grands groupes financiers ; ensuite, la standardisation de l'organisation et des prises en charge des résident·es ; et finalement, une pression sur la rentabilité, en réduisant les couts de personnel et de fonctionnement, et en poussant à un taux d'occupation maximal. L'ensemble de ces éléments ont été constatés aux *Orchidées*.

Par ailleurs, les personnes qui entrent en MR/MRS sont de plus en plus dépendantes et âgées, et présentent de plus en plus de maladies neurodégénératives, comme la maladie d'Alzheimer, ce qui est aussi constaté aux *Orchidées*.

J'ai construit mon cadre d'analyse des conditions de travail en me basant sur les indicateurs et les critères de deux grilles : d'une part, la grille de la pénibilité du travail développée par le sociologue Frédéric Michel, et d'autre part, la grille des risques psychosociaux déterminée par le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

En lien avec ces indicateurs et critères, j'ai constaté divers éléments auxquels est confronté le personnel soignant des *Orchidées*. Il s'agit notamment des postures pénibles, des charges lourdes, du bruit, des températures élevées, mais aussi d'éléments en matière d'organisation du travail, de conditions de vie au travail, de contenu du travail ou encore de relations au travail.

Sur base de mon contexte et de mes constats, une question de recherche s'est dégagée, à savoir « *En quoi la marchandisation de la MR/MRS Les Orchidées a-t-elle entrainé une perception de la détérioration des conditions du travail du personnel soignant ?* ». De ce questionnement ont émergé trois hypothèses : La marchandisation et la standardisation des *Orchidées* créent une dégradation de la qualité des soins et une prise en charge moins humaine des résident·es par le personnel soignant ; La recherche de rentabilité financière du groupe international *Colisée* a une incidence sur la dégradation des conditions de travail du personnel soignant des *Orchidées* et L'inadaptation de l'échelle de Katz et l'évolution des profils des résident·es à prendre en charge ont une incidence sur la dégradation des conditions de travail du personnel soignant des *Orchidées* et augmentent leur ressenti face à la pénibilité.

Pour la méthodologie de recherche, j'ai réalisé un questionnaire en ligne pour permettre aux personnes sondées de répondre plus aisément et faciliter l'analyse des résultats. J'ai pris des contacts personnalisés avec chaque membre du personnel soignant et un test préalable a été réalisé avant la diffusion du questionnaire. Les questions ont été élaborées sur base des deux grilles d'analyse sélectionnées. Sur 48 soignant·es, 31 ont donné leur accord pour participer à l'enquête. Des 31, 25 ont répondu, mais seulement 20 réponses ont pu être prises en compte à cause de problèmes techniques.

Malgré le nombre assez limité des réponses, mon échantillon semble dans l'ensemble bien représentatif. Les infirmier·ères sont un peu sous-représenté·es au profit d'une sur représentation du groupe des KELA (Kinés, ergo, logo, animation). Par contre, le groupe principal des aides-soignant·es est bien représenté.

Pour rappel, les réponses correspondent à la perception du personnel interrogé et non à la réalité des conditions objectives de travail. L'analyse des résultats montre que le travail aux *Orchidées* est difficile pour 65 %

des répondant·es et très difficile pour 30%. La quantité de travail demandée apparait excessive pour 90% des soignant·es et insupportable pour 10%.

Le manque de temps pour discuter avec les résident·es frustre beaucoup (45%) et énormément (50%) les soignant·es ayant répondu. Les trois adaptations prioritaires pour que les soignant·es interrogé·es puissent faire correctement leur travail sont : avoir plus de personnel (95%), avoir du temps pour discuter avec le·la résident·e (65%) et disposer davantage de temps pour s'occuper des tâches (60%). Les répondant·es (84,2%) disent être souvent seul·es pour effectuer leurs tâches et doivent souvent abandonner une tâche pour en effectuer une autre non prévue du fait de la chute d'un résident, d'une urgence, d'un appel de résident·e, etc. (75%). Le manque de temps a des conséquences sur la réalisation des tâches pour 75% des soignant·es et des conséquences sur les résident·es pour 90% des soignant·es. Les répondant·es (75%) soulignent devoir souvent déplacer des charges lourdes seul·es et lors des six derniers mois, ces charges lourdes leur ont occasionné des problèmes musculo-squelettiques (90%). Les soignant·es interrogé·es souffrent de positions douloureuses et fatigantes (90%) et ressentent une charge mentale et émotionnelle importante, en raison notamment du manque de temps (65%) et des nouvelles pathologies lourdes (maladie d'Alzheimer, 60%). 75% des répondant·es ne se sentent que parfois à jamais plein·es d'enthousiasme et d'énergie au travail et 90% estiment qu'il est difficile de prendre sa pause. Par ailleurs, le stress au travail impacte la santé des soignant·es interrogé·es (65%), et même leur vie privée (60%). 60% des répondant·es se sentent mentalement épuisé·es et ont parfois des difficultés à se concentrer au travail, et pour 15%, ces situations arrivent souvent. Par ailleurs, l'ensemble des répondant·es estiment que les conditions de travail se sont beaucoup, voire énormément détériorées aux *Orchidées*.

Sur base de l'analyse des résultats, la première hypothèse se vérifie : en effet, les répondant·es ressentent une dégradation de la qualité des soins et de la prise en charge des résident·es, un manque de temps pour discuter avec les résident·es, un manque de motivation, le fait de laisser des tâches aux collègues ou de bâcler certaines d'entre elles et un manque de personnel. La seconde hypothèse se vérifie également du fait d'un manque de personnel, d'un respect de la norme minimale en matière de personnel dans la MR/MRS, des pressions financières du groupe, d'horaires pénibles dus à l'absentéisme et du non-remplacement du personnel malade et du manque de communication. Tout cela occasionne un manque d'implication et démotive le personnel soignant. La troisième hypothèse n'a pu être vérifiée, car il n'y avait pas suffisamment d'éléments de preuve pour l'étayer. En effet, la répartition des résident·es en fonction de leurs catégories de dépendance a très peu évolué, mais je note que près d'un tiers ont des déficiences et des pathologies de maladie mentale.

Cette recherche a permis d'élaborer un plan d'actions pour l'avenir, notamment la constitution d'un dossier reprenant les résultats pour sensibiliser mes collègues, la présentation des résultats dans les différentes instances, au niveau de la médecine du travail et de l'employeur. J'envisage également d'inviter le personnel soignant à élaborer un cahier de revendications pour demander une nouvelle enquête RPS. Selon la réactivité de l'employeur, je projette de faire des assemblées du personnel, de sensibiliser les familles, d'interpeller le syndicat dans les instances sectorielles grâce au tableau de bord afin de donner mandat à celui-ci pour en discuter avec le gouvernement wallon.

En conclusion, depuis le rachat en 2014 des *Orchidées* par le groupe *Armonea*, force est de constater que, malgré le statut d'ASBL de la MR/MRS, la marchandisation est réelle ! Elle se traduit par de la standardisation, une pression financière, une pression sur le taux d'occupation, une pression sur le taux d'encadrement du personnel, amenant lui-même un manque de personnel. Il en émerge un sentiment fort de détérioration des conditions de travail dans le chef du personnel soignant (stress, santé physique et mentale, vie privée, absentéisme) et un sentiment de détérioration de la qualité de prise en charge des résident·es (allant jusqu'à la négligence).

Reportage &

Travail soigné, un documentaire sur le soin en maison médicale

Cerise, Cécile, Lisette, Stephen et leurs collègues ont décidé de soigner en collectif, au sein d'une maison médicale d'un quartier de Liège. Ce lieu de soins en autogestion existe depuis plus de 20 ans. Pourtant, entre la théorie militante et la pratique, s'accorder s'apprend chaque jour et les situations des patient·es invitent les soignant·es à sortir des cadres formatés et des locaux de soins. Peut-on soigner les corps sans s'attaquer aux causes bien plus structurelles qui les affectent ? Comment articuler l'action locale et la nécessaire convergence pour une transformation globale ?

Pendant deux ans, Dorothée Bouillon, du Servie Éducation permanente à la *Fédération des maisons médicales* (FMM), s'est rendue deux fois par semaine à Liège pour filmer l'équipe de travailleur·euses de la maison médicale des Houlpays. Ce documentaire profondément humain, qui fait la part belle aux notions de solidarité, d'empathie et de résistance, interroge en fait les fondements des expériences d'autogestion en maison médicale en tant qu'îlots de résistance au sein d'un univers médical toujours plus libéral. En effet, « *Les collectifs sont des espaces propices où se construisent des résistances aux oppressions. On peut y trouver la joie et l'humour pour affronter l'adversité* », explique la réalisatrice. Ainsi, en s'extrayant de l'ingénierie managériale, l'autogestion « *invite à baisser son bouclier. C'est cette part d'humanité regagnée, ce lien à l'autre (collègue ou patient), qui est fondamentalement politique* ». Le documentaire *Travail soigné* constitue une porte ouverte pour découvrir comment le travail collectif se vit au sein d'une maison médicale. Il peut être utilisé comme un support de discussion et de réflexion autour du travail en collectif, qui permet le débat autour du sens de l'autogestion, notre action locale et globale dans la société, la place de chacun·e dans le monde du travail, la mobilisation du temps (individuel, collectif, celui du recul ou de co-construction des soins,...), etc.

Projection débat suivie d'une rencontre avec la réalisatrice
Date: 3 octobre à 18 h
Lieu: Université du Travail (Bd Gustave Roullier 1 à 6000 Charleroi)
Infos : FMM Dorothée Bouillon
Tél. : 02/514 40 14
https://cvb.be/fr/films/travail-soigne

D'une génération à l'autre : la transmission bousculée

La société dans laquelle nous vivons est traversée de profondes et rapides mutations sociales, économiques, culturelles... qui bousculent les repères, créent des malentendus entre générations et rendent compliqué de trouver une juste place.

« *Conflits de générations* », « *Choc des générations* » ou même « *Guerre des générations* »... les expressions ne manquent pas pour parler des écarts entre les jeunes et leurs ainé·es. Des écarts qui se marquent tantôt dans le rapport aux technologies, à l'information, au travail... ; tantôt dans les modes d'engagement, en famille et ailleurs ; tantôt sur les questions écologiques ou encore de genre... Par leurs réactions, leurs choix ou encore leurs modes de vie, les jeunes désarçonnent parfois leurs ainé·es... et vice-versa !

Ce constat serait-il plus marqué aujourd'hui ? Pourrait-on se rejoindre entre générations, se nourrir de nos différences de vécus et d'expériences pour construire du sens et imaginer un avenir ensemble ?

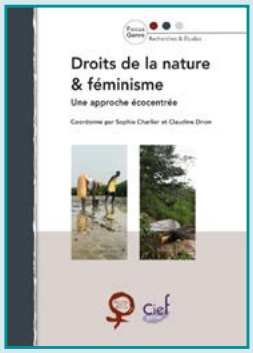
Le week-end organisé par le CEFOC propose de se laisser interpeller par le regard porté sur le monde d'aujourd'hui... pour construire un « décodeur » commun, mieux se comprendre et apprendre les un·es des autres.

Dates : Du samedi 11 octobre 2025 de 9 h 30 à 18 h 30
au dimanche 12 octobre 2025 de 9 h 30 à 16 h 30
Lieu : Auberge de Jeunesse Félicien Rops (Avenue Félicien Rops 8 - 5000 Namur)
Infos et inscription : Cefoc asbl
Mail : info@cefoc.be www.cefoc.be
Tél. : 081/23 15 22

Droits de la nature & Féminisme

Ainsi s'ouvre la préface de ce petit ouvrage : « *Historiquement, les femmes sont au cœur des luttes écologistes, sans doute parce qu'elles produisent plus de 50 % de la nourriture du monde mais ne représentent que 13 % des propriétaires des terres agricoles. Figure emblématique de l'écoféminisme, Vandana Shiva souligne que les femmes sont expertes « dans l'art de faire plus, avec moins », car leur expertise est ancrée dans une vision interconnectée avec la nature. Cependant, il reste difficile aujourd'hui de faire entendre l'idée que les femmes ont une plus grande expertise dans la gestion durable des ressources* ».

Publié par *Le Monde selon les femmes*, cet ouvrage s'inscrit les réflexions et recherches sur l'écoféminisme menées depuis des années par l'association avec ses partenaires. Il présente les résultats d'une recherche-action et met en évidence comment, dans des contextes différents des Suds (Bolivie, Guinée Conakry, Sénégal, Équateur, RDCongo), les droits de la nature et le féminisme se rejoignent pour amener une nouvelle approche de droit écocentré. Il questionne la reconnaissance du crime d'écocide, causant délibérément des dommages à l'environnement et de l'attribution d'une personnalité juridique à la nature. Les expériences et des réflexions inspirantes sont présentées afin que les mouvements sociaux intègrent le respect des droits des femmes dans leur pratique et leurs exigences. Enfin, il analyse le secteur de l'industrie du textile et de l'habillement en revendiquant le devoir de vigilance des entreprises au cœur des enjeux environnementaux.



Sophie CHARLIER et Claudine DRION, *Droits de la nature & féminisme : une approche écocentrée*, Bruxelles, Le Monde selon les femmes-CIEF Genre, 2025.

Infos : Le Monde selon les femmes asbl
Tél. : 02/223 05 12 www.mondefemmes.org
Prix : 14 euros ou téléchargeable gratuitement : www.mondefemmes.org/product/droits-de-la-nature-feminisme-une-approche-ecocentree/

Mémo sur l'argent des pauvres

Fruit d'une recherche participative menée par le RWLP (*Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté*) et RTA (*Réalisation-Téléformation et Animation*), cette publication interroge les personnes concernées par les questions d'argent en utilisant leurs propres mots : « *Pourquoi les acteurs qui dénoncent le scandale de la pauvreté dans un pays aussi riche que la Belgique rencontrent-ils autant de résistances à la faire éradiquer, pourquoi y a-t-il en la matière autant de plans et de promesses jusqu'ici si peu tenues ?* ». Ensemble, militant·es du vécu, travailleur·ses sociaux, chercheur·ses et animateur·rices partagent leurs récits d'expériences, réflexions et points de vue. L'objectif de cette recherche est de mieux comprendre le rapport à l'argent de ceux et celles qui en manquent trop durablement. Il est question notamment de la signification sociale de l'argent, du leurre de l'éducation à la gestion, de conseils hors sol, de vies rétrécies, de concurrence entre pauvres, de débrouilles contraintes, de la difficulté d'articuler échanges marchands et désintéressés.

L'ouvrage comprend deux parties : les résultats de la démarche participative rédigés sur le registre du « memo », en tant que mémoire de ce qui a été exploré et mémorandum à usage politique; la méthodologie de la démarche présentée sous la forme d'un carnet de bord, ou comment une des protagonistes de cette recherche a vécu les étapes du processus. Octroyer aux personnes qui vivent dans la précarité un revenu qui leur assure une réelle autonomie, c'est la demande qui ressort du *Mémo sur l'argent des pauvres*.

Cette enquête collective a été éditée dans la collection PEPITES (Publications d'Expérimentations Partagées dans l'Intervention, le Travail et l'Enseignement du Social) par *l'Association Belge pour la Formation, la Recherche et l'Intervention Sociale* (ABFRIS). Cette collection rend compte des initiatives portées avec et par les publics de l'intervention sociale, diffuse des réflexions sur le travail social et met en lumière des méthodes innovantes déployées dans divers types de projets.

Mémo sur l'argent des pauvres Namur, RTA-RWLP, 2025 (Coll. Pépites)
Présentation de la recherche : https://vimeo.com/902275849
Prix : 19 €
À commande : AFBRIS www.abfris.be/shop/

Dates à épingler

LABO CONSO, UN GROUPE DE COUTURE PAS COMME LES AUTRES

Aiguilles et fils comme point de départ de discussions enrichissantes sur notre modèle de consommation.

Dates : chaque lundi jusqu'au 15 décembre 2025 de 9 h 30 à 11 h 30 (sauf congés scolaires)
Lieu : Rue du Palais 25 à Verviers
Infos : Équipes populaires Verviers
Tél. : 087/33 06 68
Mail : verviers@equipespopulaires.be

MARCHE POUR LA CLIMAT ENSEMBLE FAISONS BASCULER LES FINANCEMENTS

Date : 5 octobre 2025
Lieu : Bruxelles, Gare du Nord, à 12 h
Infos : https://coalitionclimat.be/marche-climat

UNE VIE DE LABEUR

Atelier d'écriture pour explorer le travail

– Relations entre travail et santé Lundis 6, 13 et 20 octobre 2025 (de 18 h 30 à 20 h 30)
– Travail au féminin Lundis 3, 10 et 17 novembre 2025 (de 18 h 30 à 20 h 30)
Lieu : La Fonderie
(rue Ransfort 27 à 1080 Bruxelles)
Infos et inscription : La Fonderie Anne Brunelle
Mail : ep@lafonderie.be **Tél. :** 02/413 11 83

DES STÉRÉOTYPES AUX RACISMES

Formation pour reconnaitre ses stéréotypes et préjugés, et lutter contre la discrimination et le racisme

Dates : Du 7 octobre au 25 novembre 202
Lieu : CBAI (avenue de Stalingrad 24 à 1000 Bruxelles)
Infos et inscription : CBAI Graziella Cutaia
Tél. : 02/289 70 61 **Mail :** formation@cbai.be
www.cbai.be/formations/prejuges-et-stereotypes/

FESTIVAL DES LIBERTÉS *DIALOGUE*

Débats, théâtre, procès fictif, concerts, projection de documentaires

Dates : du 9 au 18 octobre 2025
Lieu : Théâtre National Wallonie-Bruxelles
(Boulevard Émile Jacqmain 111 à 1000 Bruxelles)
Infos et programme : Bruxelles laïque
www.festivaldeslibertes.be/2025/

LOGEMENT : QUELLE EST LA VISION DU GOUVERNEMENT WALLON ?

Date : 20 octobre 2025 de 19 h 30 à 21 h 30
Lieu : CSC d'Arlon (rue Pietro Ferrero 1 à 6700 Arlon)
Infos et inscription : CIEP-MOC Luxembourg
Philippe Jungers **Tél. :** 063/21 87 33
Mail : pjungers.moclux@gmail.com

FAKE NEWS : DE QUOI PARLE-T-ON VRAIMENT ?

Débat avec François Debras (ULiège) et Elise Schürgers (ULiège)

Date : 23 octobre 2025 à 18 h 15
Lieu : Quai 22 (Rue du séminaire 22 à 5000 Namur)
Informations : CIEP Namur
Mail : ciep.animation.namur@lilon.be

IDENTITÉS EN JEUX

Formation Enjeux identitaires et interculturels dans le travail avec un groupe

Dates : du 19 novembre au 17 décembre 2025
Lieu : CBAI (avenue de Stalingrad 24 à 1000 Bruxelles)
Infos et inscription : CBAI Graziella Cutaia
Tél. : 02/289 70 61 **Mail :** formation@cbai.be
www.cbai.be/formations/identites-en-jeux/

NOTRE VISION DES SOINS

Rassemblement et débat autour de la santé et des soins

Date : 22 novembre 2025 de 10 h à 18 h
Lieu : Tour & Taxi
(Avenue du Port 86 à 1000 Bruxelles)
Infos : Caruna https://caruna.be/fr/
Inscription : https://caruna.be/fr/top

FORUM DE LA CULTURE DURABLE

Agir et réfléchir pour accélérer la transition durable du secteur culturel et événementiel

Date : 25 novembre 2025
Lieu : La Tricoterie (rue Théodore Verhaegen, 158 à 1060 Bruxelles)
Programme et inscription :
https://forumculturedurable.be/

RDC-RWANDA : ENJEUX MINIERS, GUERRE OUBLIÉE ET RESPONSABILITÉS INTERNATIONALES

Conférence

Date : 25 novembre 2025
Lieu : Chez René·e (rue du Marché au beurre 22 à 6700 Arlon)
Infos : CIEP-MOC Luxembourg Antonin Thomas
Tél. : 063/21 87 38
Mail : athomas.moclux@gmail.com

LE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE NUIT-IL À L'ACCÈS AU LOGEMENT EN PROVINCE DE LUXEMBOURG ?

Observatoire politique, lieu de débat citoyen et politique avec un ancrage local

Intervenant·es : Simon Verelst (Conférence Permanente du Développement Territorial) et Charlotte Goffin (Miroir Vagabond)
Date : 15 décembre 2025 (de 19 h 30 à 21 h 30)
Lieu : CSC d'Arlon
(rue Pietro Ferrero 1 à 6700 Arlon)
Infos et inscription : CIEP-MOC Luxembourg
Philippe Jungers **Tél. :** 063/21 87 33
Mail : pjungers.moclux@gmail.com

« MOINS ET MIEUX » POUR INTERROGER NOS HABITUDES ET BESOINS DE CONSOMMATION

Atelier d'arpentage de Antidote au culte de la performance – la robustesse du vivant d'Olivier Hamant

Date : 29 janvier 2026 à 18 h 30
Lieu : Bibliothèque de Florenville
– Le clap du mardi-projection débat
Date : 31 mars 2026 à 20 h
Lieu : Espace Florenville
Infos et inscription : CIEP-MOC Luxembourg
Martin Heyde **Tél. :** 063/21 87 38
Mail : mheyde.moclux@gmail.com

- Extrémisme et droits humains: zones grises et lignes rouges (23 octobre 2025)
- Mémoire et histoire: faire face à l'extrémisme d'hier et d'aujourd'hui (30 octobre 2025)
- Populisme en pratique: l'appel à un peuple (5 février 2026)
- Faire face aux discours de haine (12 février 2026)

5 CONFÉRENCES (en soirée, en ligne ou en présentiel)
- L'extrême droite dans les urnes, dans les médias et dans la rue : jusqu'où? (13 novembre 2025)
- L'extrême droite, une marque qui séduit! (Nicolas Baygert-4 décembre 2025)
- Comment contrer le fondamentalisme? (22 janvier 2026)
- Le trumpisme: nouveau fascisme ? (Jérôme Jamin-12 mars 2026)
- L'accélérationnisme : précipiter le chaos ! (July Robert-16 avril 2026)

Informations : François Debras ULiège Mail: francois.debras@uliege.be

Centres régionaux

ciep moc
Le centre d'information et d'éducation populaire
S'allier pour la démocratie. Agir pour l'égalité.

BRABANT WALLON
boulevard Fleur de Lys, 25 - 1400
Nivelles • 067.21.89.91

BRUXELLES
rue Plétinckx, 19 - 1000
Bruxelles • 02.557.88.35

CHARLEROI – THUIN
boulevard Tirou, 167 - 6000
Charleroi • 071.31.22.56

DINANT – PHILIPPEVILLE
rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590
Ciney • 083.21.24.51

HAINAUT CENTRE
Mons:
rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000
Mons 065.35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL
Tournai:
av. des Etats-Unis, 10 Bte 8 - 7500
Tournai • 069.88.07.64
Ath:
rue de Gand, 28 - 7800
Ath • 068/84.34.31
Mouscron:
rue St-Pierre, 52 - 7700
Mouscron • 056.33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME
Liège:
rue St-Gilles, 29 - 4000
Liège • 04.232.61.61
Huy:
av. Albert 1er, 6 - 4500
Huy 085.21.11.33

LUXEMBOURG
rue des Déportés, 39 - 6700
Arlon • 063.21.87.33

NAMUR
Centre L'Ilon - rue des Tanneries, 1 5000
Namur • 081.22.68.71

VERVIERS
rue du Centre, 81 - 4800
Verviers • 087.33.77.07

CANTONS DE L'EST
VHS - Rotenbergplatz, 19 - 4700
Eupen • 087.59.46.30

Reportage &

Le Marais Wiels : un étang nié, un refuge commun aux enjeux citoyens

Situé à un kilomètre de la gare du Midi, à Forest, sur l'ancien site des brasseries Wielemans Ceuppens, se trouve un espace naturel et sauvage, devenu étang, nommé depuis 2015 par les riverain·es « le Marais Wiels ». Issu de travaux d'excavations effectués en 2007 et qui ont percé la nappe phréatique, cette « chose » d'une riche biodiversité (contenant pas moins de 170 espèces différentes [faune et flore]), dont la renommée dépasse les frontières belges, ce bijou pour les un·es, cette épine dans le pied ou ce trou de bombe pour les autres, n'a toujours aucune existence légale.

En 2016, face à une demande de permis de construction de logements de standing, les habitant·es, riverain·es, défenseur·ses de la biodiversité, amateur·rices d'urbanisme montent au créneau et se regroupent en collectif. L'objectif de l'asbl *Le Marais Wiels Moeras* est de sauvegarder ce commun vivant, naturel multiculturel et plurisocial, un commun « soutenable », non imposé, créé par l'envie ou le besoin social·e et environnemental·e. La volonté de le maintenir et de le renforcer existe. Ce commun réduit les tensions, partage les savoirs. Son existence et sa protection constituent une innovation sociale et environnementale. Le numéro de ce trimestre met en lumière cette lutte et les différentes actions du Collectif. #